

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

À bas la collaboration de classes ! Place à l'action unie pour les revendications ouvrières !

novembre 2009 / AFP

Reprise ? Kanaky Palestine Afrique du Sud

n° 31 novembre 2009 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]



Sarkozy tire sa force de la collaboration de classes

Au début de l'année 2009, les travailleurs de la Guadeloupe avaient poussé le LKP à appeler à la grève générale. En dépit des dirigeants syndicaux, les ouvriers séquestraient des dirigeants de Sony, 3M, Caterpillar, Scapa, Faurecia, Molex... Dés l'été, les séquestrations ont cessé alors que les licenciements collectifs se poursuivaient. Que s'est-il passé ? Des défenseurs aguerris du capitalisme vendent la mèche :

> *Au premier semestre, les journées nationales d'action à répétition ont joué leur rôle de nécessaire exutoire.* (UIMM, *Actualité*, octobre 2009)

> *Le gouvernement considère ces protestations bien organisées comme une façon normale, même utile, de laisser libre cours à la déception.* (*The Economist*, 18 avril 2009)

> *Le « G8 » a surtout permis au mouvement syndical de canaliser les inquiétudes et les colères des salariés et d'éviter que les expressions de radicalité fassent tache d'huile.* (*Le Monde*, 10 octobre 2009)

Les exutoires et les diversions des directions syndicales et des partis réformistes protègent le gouvernement et le capital

Alors que le gouvernement dépensait sans compter pour les banques, que la crise capitaliste frappait la classe ouvrière, les directions syndicales ont isolé les travailleurs des sites qui fermaient, ont empêché la grève générale qui, seule, aurait pu empêcher les licenciements, faire reculer le pouvoir, ranimer l'espoir au sein des exploités et des opprimés. Le bloc de toutes les bureaucraties syndicales (« G8 ») a « canalisé » à coup de « journées d'action à répétition » « les inquiétudes et les colères des salariés » : le 29 janvier, le 19 mars, le 1er mai, le 26 mai et le 13 juin.

Par ces « exutoires » inoffensifs, les bureaucraties syndicales se sont unies pour tourner le dos aux revendications ouvrières les plus urgentes et les plus minimales. Elles ont présenté l'État bourgeois comme neutre, au dessus des classes, en prétendant lui faire infléchir sa politique ou, pire encore, en le suppliant de l'appliquer :

> *Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en œuvre les mesures déjà prises et engager les négociations et les concertations pour répondre à l'ensemble des revendications (...) C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat.* (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, *Un nouveau temps fort de mobilisation*, 30 mars 2009)

Les mêmes, moins FO et la CFTC, ont appelé à une nouvelle « journée d'action interprofessionnelle » le 7 octobre, *« pour le travail décent »*. Pour compléter, les bureaucraties syndicales, depuis la rentrée, ont multiplié des initiatives dispersées pour « éviter que les expressions de radicalité fassent tâche d'huile » : un mouvement limité aux travailleurs immigrés sans papiers (les syndicats ne s'adressent pas à leurs collègues de travail qui ont la nationalité française ou des titres de séjour), une journée d'action limitée aux « entreprises qui licencient » le 17 septembre au Palais Brognart (qui n'héberge plus la Bourse de Paris depuis... 1980), à la Poste, le 22 septembre et le 24 novembre, aux hôpitaux le 30 septembre, le 20 octobre et le 15 décembre, à la SNCF le 20 octobre, à l'Éducation nationale le 24 novembre, à la fonction publique territoriale le 18 novembre, au Pôle Emploi le 20 octobre, etc.

Ce que les patrons intelligents appellent clairement « exutoire », les confusionnistes du NPA qui se targuent de marxisme le travestissent, eux, en instrument d'éducation des travailleurs, en *« grèves qui, malgré leur durée fixée à 24 heures par les directions syndicales, peuvent contribuer à faire avancer la combativité et la conscience »*. Comme a écrit un jour Marx, *« l'éducateur doit être lui-même éduqué »*.

Tout en refusant d'appeler à la grève générale de La Poste pour garantir la sécurité de l'emploi pour tous, un certain nombre de chefs syndicaux (CGT, SUD, FO,

Révolution Socialiste n° 31



www.revolution-socialiste.info

CNT, UNEF...) ont constitué un « Comité national contre la privatisation de la poste » avec le NPA, le PdG, le PCOF et les partis qui ont démantelé les PTT en mai 1990 (PS, PRG), puis qui ont fait entrer France Telecom en Bourse en octobre 1997 (PS, PCF, PRG, MRC, Verts). Ce front populaire a organisé début octobre une « votation citoyenne ». Le but assigné à cette parodie était de « *demander l'organisation d'un vrai débat public permettant l'implication des citoyens* ». Après cette supplique, ses initiateurs ont renchéri dans la diversion en demandant aux « citoyens » d'envoyer des cartes postales à Sarkozy. Avec de tels adversaires et de telles méthodes « de lutte », celui-ci peut dormir tranquille.

La collaboration de classes conduit à la division des rangs ouvriers et aux défaites

De telles coalitions servent aussi d'exutoires et de leurres. Le Parti « socialiste » a participé à des gouvernements bourgeois depuis 1914. Le Parti « communiste » français, créé contre cette trahison mais vite stalinisé, s'est rallié à son tour à l'alliance avec la bourgeoisie en 1934. Le PS et le PCF ont géré loyalement ensemble le capitalisme à plusieurs reprises : en 1944, en 1981, en 1997. Plus récemment, les bureaucraties syndicales, le PS, le PCF et la LCR ont appelé à voter Chirac en mai 2002. LO et le PS se sont ligués avec le RPR en 2003 pour obtenir une loi contre le « foulard » de quelques lycéennes.

En 2007, le Parti socialiste a fourni plusieurs ministres à Sarkozy. Des éminences du PS aident le gouvernement sans même quitter le vieux parti réformiste : Rocard, Mauroy, Attali, Lang... ont ainsi rédigé des rapports ou participé à des commissions qui préparent la politique réactionnaire et anti-ouvrière. Les dirigeants du PS et du PCF ont accompagné Sarkozy au Liban en juin 2008, alors que l'impérialisme français, sous sa direction, couvre la colonisation par Israël de la Palestine, participe aux menaces contre l'Iran et à l'occupation de l'Afghanistan.

En 2004, la direction de la CGT avait accepté la privatisation d'EDF-GDF, ce qui a propulsé la carrière politique du ministre de l'économie de l'époque, un dénommé Sarkozy. En 2007, la direction de la CGT a mis fin à la grève nationale de la SNCF et ainsi permis à Sarkozy et Fillon de liquider les « régimes spéciaux » de retraite. Tous les dirigeants syndicaux sont allés lui donner leur avis au Palais de l'Élysée avant la réunion du G20, comme s'il y avait des intérêts communs aux prolétaires et aux capitalistes, dès lors qu'ils seraient français, quoique Sarkozy ne cesse pas de mener une guerre de classe, au compte de la bourgeoisie, contre tous les travailleurs de ce pays, français et étrangers.

Certes, les syndicats (sauf FO qui ne tient pas à fâcher son aile UMP et FN) ont appelé des travailleurs africains « sans papiers » à se mobiliser. Mais c'est pour harmoniser les conditions de régularisation de ceux qui sont utiles à l'économie capitaliste française (ce que d'autres appellent « l'immigration choisie ») par les préfets (qui sont nommés par Sarkozy et Hortefeux).

> *Les dirigeants de cinq syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA), de cinq associations et du Réseau éducation sans frontières (RESF) se sont alarmés dans un courrier adressé, le 1er octobre, au premier ministre François Fillon : « Le traitement de chaque dossier est loin d'être similaire selon les départements et même entre les salarié(e)s de situation parfaitement identique, y compris au sein d'une même entreprise », écrivent-ils. Pour « en finir avec ces blocages [qui] persistent, voire grandissent et ces discriminations constatées », ces onze organisations demandent que soit édictée une circulaire de régularisation des salariés sans-papiers.* (*Le Monde*, 13 octobre 2009)

Quand d'autres immigrés sans-papiers ont demandé, à juste titre, la régularisation de tous les travailleurs migrants, l'appareil de la CGT l'a refusée et les a même matraqués le 24 juin à la Bourse du travail (avec l'approbation du PCF et de LO).

Dans une veine similaire, la direction de la CGT a organisé une bien curieuse « journée d'action » le 22 octobre, non pas sur les revendications, mais pour « l'avenir de l'industrie française ». La collusion avec Sarkozy est flagrante : « *Sarkozy a accédé à la demande de la CGT d'États généraux de l'industrie.* » (*Le Monde*, 18 septembre). Le 2 novembre, il installait un « *comité organisateur des états généraux pour une politique industrielle* » présidé par un patron de Sanofi-Aventis, comprenant Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, des représentants du patronat français, des parlementaires UMP, PS... La défense de « l'industrie française » désigne comme ennemi commun l'étranger (inclus les travailleurs des autres pays), elle débouche fatalement sur des concessions des producteurs aux exploiteurs (pour assurer l'avenir des entreprises nationales).

La bourgeoisie française, son président et son principal parti pensent avoir les mains libres grâce à la corruption des sommets du mouvement ouvrier officiel

Voici un siècle, la bourgeoisie a commencé à corrompre les appareils des organisations édifiées par la classe ouvrière, pour en faire des bureaucraties « réformistes » à son service.

> *Les institutions politiques du capitalisme moderne : la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ou-*

> *vriers bourgeois* ». (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, 1916)

Le 3 septembre, des travailleurs de Continental passaient en procès ; Thibault était à l'Elysée. Quand des militants syndicaux s'en sont indignés, celui-ci a répondu :

> *Lorsque je rencontre le chef de l'État, j'assume mes responsabilités comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leur employeur*. (*Le Monde*, 18 septembre 2009)

Que le secrétaire national de la CGT considère le président de la République comme *son employeur* en dit long. Bien sûr, toute militante syndicale, tout militant syndical est amené à rencontrer son employeur ou ses représentants. Quand il est permanent, comme Thibault, il est au service du syndicat qui l'indemnise (syndicat qui, lui-même, devrait être au service des travailleurs, au premier chef des précaires, des mal payés, des discriminés...).

Les multiples organisations syndicales, qui ne syndiquent ensemble que 5 % des travailleurs, sont largement subventionnées par l'État. Les « partenaires sociaux » se partagent 4 milliards d'euros par an au titre de la formation permanente. Tous les syndicats siègent dans les CA des grandes entreprises, dans le Conseil économique et social, etc. autant de postes grassement rémunérés pour peu d'heures de présence. Des affaires judiciaires ont fait apparaître que l'UIMM (la principale fédération du Medef) finançait la CFDT, FO et la CFTC, que Chirac, maire de Paris, a fourni un chauffeur à Blondel, secrétaire national de FO, de 1990 à 2001. Trois secrétaires nationaux de la CFDT Maire, Kaspar et Notat avaient le leur payé par le Crédit lyonnais.

De même, le PS, le PCF, le NPA, le PdG, LO et le POI, sont rétribués par la 5e République au prorata des suffrages obtenus. Les indemnités de président de conseil régional, de sénateur, de député, de maire de grande ville sont sans commune mesure avec les salaires de travailleurs, même qualifiés. En outre, certains les cumulent sans vergogne.

Voilà qui explique l'assurance qu'affiche Sarkozy, alors même que la crise capitaliste mondiale a ridiculisé ses rodomontades sur la croissance. Voilà qui explique que Sarkozy puisse garder comme ministre de l'intérieur un Hortefeux qui tient des propos racistes. Voilà qui explique que Sarkozy, le gouvernement Fillon et la majorité UMP poursuivent la guerre en Afghanistan, leurs cadeaux aux riches (bouclier fiscal, taux IRPP, droits de succession...), aux petits et grands patrons (exonération de cotisations sociales, réduction de la TVA des cafés-restaurants, réduction de l'IS, de la taxe professionnelle...), diminuent les effectifs de la fonction publique, détruisent la formation des enseignants, déremboursent les soins, attaquent les retraites, privatisent la Poste, renforcent la télésurveillance, suppriment les juges d'instruction, persécutent les réfugiés afghans, étranglent les hôpitaux publics, généralisent le travail le dimanche, durcissent la répression des manifestants et des grévistes...

Pour mener la lutte de classe efficacement et jusqu'au bout, il faut un programme et un parti révolutionnaires

Les premières tensions se font jour au sein de l'UMP, de la majorité parlementaire, de la bourgeoisie française à cause du déclin du capitalisme français par rapport à ses concurrents que Sarkozy ne saurait endiguer.

Surtout, patrons et ministres n'oublient pas la menace potentielle de millions de prolétaires, de jeunes, de chômeurs... qui n'ont aucune confiance dans Sarkozy et de moins en moins dans le capitalisme, même si, pour l'heure, ils sont entravés par la collaboration de leurs organisations avec la bourgeoisie. À cette étape, la classe ouvrière reste sur la défensive. Pas seulement à cause des licenciements et du chômage de masse, mais aussi parce qu'elle n'a aucune perspective collective. Elle est découragée par l'isolement de ceux qui entrent en lutte, par la dispersion de la combativité dans des « journées d'action » dont les bureaucraties syndicales portent la responsabilité. Elle est atterrée par le vide politique des Aubry, Fabius, Royal, Buffet et compagnie. Elle n'a pas oublié leur politique quand PS, PCF et leurs alliés bourgeois ont gouverné. Ce désarroi est accentué par le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine, par la campagne incessante contre le socialisme, assimilé à la contre-révolution stalinienne et ses conséquences.

Mais le prolétariat n'a d'autre choix que se défendre face aux attaques des capitalistes. L'histoire de la lutte des classes a déjà montré et montrera encore, que la solidarité, le courage, la spontanéité, la capacité à s'organiser ont vaincu les obstacles mis par les organisations réformistes, par les institutions bourgeoises.

Le regroupement des éléments les plus conscients et les plus combatifs de la jeunesse et du prolétariat en une organisation communiste peut contribuer dès maintenant à la lutte de la classe ouvrière. Elle aurait pour but de bâtir un véritable parti ouvrier révolutionnaire, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, nourri du marxisme, mais aussi de bâtir une fraction révolutionnaire dans les syndicats, de les unifier, d'œuvrer à la rupture de toutes les alliances avec la bourgeoisie et au boycott des organes de cogestion, pour la grève générale, pour l'auto-organisation, pour l'autodéfense des luttes et des organisations.

Parmi ses revendications pour préparer l'insurrection et donner le pouvoir aux conseils de travailleurs, premier pas vers les États-Unis socialistes d'Europe, figureraient le contrôle ouvrier et paysan, l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, la rémunération des stages, l'indexation des salaires, la liberté de circulation des travailleurs, la gratuité des soins médicaux, le désarmement des forces de répression de la bourgeoisie, l'armement de la population, l'expropriation des groupes capitalistes, dont les banques.

25 novembre 2009

Crise capitaliste mondiale
Pour les travailleurs, la crise n'est pas finie

Ceux qui niaient la crise annoncent précocement sa fin

La crise capitaliste provient d'une insuffisance de la plus-value totale au regard d'un capital total qui est en suraccumulation. Elle apparaît d'abord sous forme d'une crise bancaire et financière, l'été 2007, avant de se traduire par une chute de la production fin 2008 à l'échelle mondiale, ce qui renforce l'hypothèse que c'est le mode de production capitaliste qui est en cause. Au premier semestre 2009, le PIB des pays du G7 -qui regroupe les principales puissances capitalistes- diminue de 8,4 % en rythme annuel, l'Allemagne (-13,4 %) et le Japon (-11,7 %) étant les plus violemment touchés. Sur l'ensemble de l'année 2009, leur PIB devrait chuter de 4 %, un chiffre sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Le PIB du monde entier devrait diminuer en 2009 de 1,3 % selon le FMI et de 2,9 % selon la Banque mondiale.

Pourtant, depuis plusieurs mois, les annonces optimistes se multiplient. Le 30 octobre, le gouvernement américain affiche sur une croissance annualisée de 3,5 % pour le troisième trimestre, proche du rythme connu par les États-Unis au cours des années 1990. Pour le deuxième trimestre consécutif, la France connaît une croissance, faible mais positive (+0,3 % au second trimestre de 2009, +0,3 % au troisième). La ministre de l'économie s'en targue aussitôt : *« notre économie a vraiment pris le tournant de la reprise »* (Christine Lagarde, *Europe 1*, 13 novembre). Le Fonds monétaire international se réjouit : *« l'économie mondiale connaît de nouveau l'expansion »* (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre) car un certain nombre de signes, au-delà des variations du PIB ou du PNB, semblent indiquer le retour de l'accumulation : après avoir chuté de 40 % pendant le dernier trimestre 2008, le cours des actions a depuis rebondi de 30 % ; le commerce mondial s'est stabilisé après une diminution de plus de 10 % après septembre 2008 ; les banques se remettent à se prêter sur les marchés interbancaires...

Chaque capitalisme national est tenu à bout de bras par son État bourgeois

En déduire le retour à une croissance économique significative et prolongée est prématuré :

> *Presque partout, le redémarrage est tiré par l'investissement public (+33,6 % au premier semestre 2009 en Chine) et la consommation des ménages, mais pas par l'effort d'équipement des entreprises. C'est la conséquence de politiques budgétaires et monétaires très stimulantes...* (*L'Expansion*, octobre 2009)

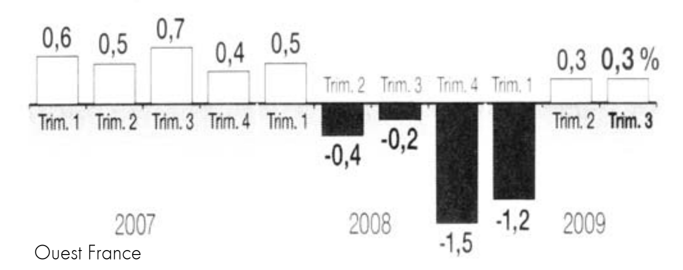
D'après le FMI, dont un des rôles est de fournir des indications aux bourgeoisies du monde entier, *« la reprise sera lente, parce que les systèmes financiers restent endommagés, que le soutien du secteur public devra progressivement être retiré, et que les ménages dans les économies qui ont subi un effondrement du prix des actifs continueront à reconstituer leur épargne »*.

Le caractère décadent du capitalisme est illustré par l'aide publique qui a été nécessaire à son économie nationale la plus puissante, présentée si souvent comme le modèle du capitalisme libéral : à l'automne 2008, le Congrès des États-Unis vote un premier plan d'aide aux groupes bancaires et financiers américains à hauteur de 700 milliards de dollars, qui initie une débauche d'aides culminant au total à 11 000 milliards de dollars... À son échelle, le gouvernement Sarkozy-Fillon assure de même les banques françaises d'un plan de 360 milliards d'euros. L'État britannique avance l'équivalent de 30 % du PIB du pays pour sauver les banques britanniques, l'État belge avance 35 % du PIB pour sauver les banques belges (tant francophones que néerlandophones), l'État irlandais avance 225 % du PIB pour sauver les banques irlandaises...

Le retour de la croissance provient surtout de mesures de l'État national, qu'il s'agisse de sauvetage en ordre dispersé des banques, de reports particuliers à chaque État de paiement d'impôt pour les ménages ou les entreprises, de subventions nationales massives aux groupes industriel du pays, auxquels il faut ajouter la baisse considérable des taux d'intervention des banques centrales (le taux auquel elles prêtent chacune à leurs banques). Ils sont actuellement de 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,5 % pour la Banque d'Angleterre, 0,2 % pour la Réserve fédérale américaine, 0,1 % pour la Banque du Japon.

> *Le sauvetage des banques en Europe de l'Ouest s'est fait de façon dispersée, chaque pays prenant de son côté les mesures qu'il jugeait pertinentes à partir d'octobre 2008... Malgré des ampleurs comparables, les plans de relance budgétaire ont été très peu coordonnés aussi bien au niveau mondial qu'entre pays européens.* (CEPII, *L'Économie mondiale 2010*, p. 14, p. 18)

Il est remarquable que tous les gouvernements qui justifiaient la baisse des cotisations sociales et des



impôts sur les entreprises et les riches, qui excipaient de la nécessité de tailler dans les dépenses sociales sous prétexte de « mondialisation » et de défense de la compétitivité du pays, n'ont pas hésité à mettre la main à la poche, à grande échelle, pour sauver leurs banques ou leurs groupes automobiles.

Demain, si le capitalisme perdure, par l'inflation qu'ils subiront ou les impôts qui les frapperont, ce sont les producteurs, travailleurs salariés et travailleurs indépendants des campagnes et des villes, qui supporteront les conséquences de cette « politique budgétaire et monétaire très stimulante ». Certains prolétariats sont déjà touchés. Et tous subissent les effets de la crise capitaliste mondiale elle-même.

La crise frappe les travailleurs de tous les pays

La reprise récente du taux de profit est due à l'artifice de l'injection de fonds publics (qui soit préparera la prochaine crise, soit empêchera la sortie de la crise en cours) et, dans une moindre mesure, à une hausse du degré d'exploitation de la classe ouvrière (que la crise elle-même a facilitée).

Les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. ont vu leurs conditions d'existence se dégrader massivement : hausse spectaculaire du chômage, baisse des salaires, des retraites, des allocations sociales, niveau record de saisies immobilières, hausse massive du nombre de sans-domicile et de la sous-nutrition... À l'échelle mondiale, les écarts de revenu ont explosé, et les secteurs les plus fragiles de la classe ouvrière mondiale ont été touchés, en particulier dans les pays dominés où ils sont très largement employés de manière informelle : plus de 50 % en Amérique latine, plus de 70 % en Afrique subsaharienne, plus de 80 % en Inde...

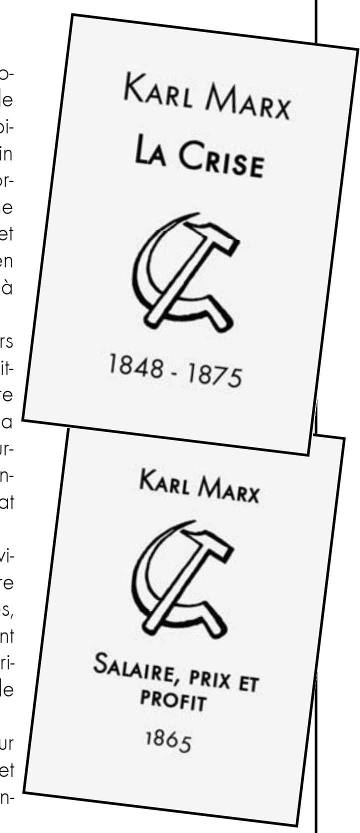
D'après le Bureau international du travail, le chômage frappe 240 millions de travailleurs dans le monde. Il atteint un niveau sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, soit un taux officiel de 11 % aux États-Unis (en fait plutôt 17,5 % si on tient compte des chômeurs qui ne s'inscrivent pas) ; de 8,5 % officiel pour les pays impérialistes et leurs satellites de l'OCDE et il pourrait y atteindre 10 % d'ici fin 2009, ce qui signifierait que 25 millions de personnes auront perdu leur emploi en un an. Même la Chine, dont le PIB n'a pas cessé de croître, affiche un taux officiel de 4,5 % de chômage (sans doute 10 % en réalité).

D'après la Banque mondiale, 90 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté –qui équivaut officiellement à vivre avec moins de 1,25 dollar par jour. Le sort des migrants s'est dégradé.

> *Les mesures migratoires restrictives se sont multipliées au cours de ces derniers mois : aides publiques aux entreprises conditionnées à de fortes restrictions en matière de recrutement des étrangers aux États-Unis, programmes de retours subventionnés en Espagne et au Japon, lois contre l'immigration clandestine en Italie, etc. Au-delà de ces mesures, les immigrés sont les premiers touchés par les destructions d'emplois...* (CEPII, *L'Économie mondiale 2010*, p. 93)

Marx : La Crise, Cahier Bolchevik n° 21

Textes choisis, 62 pages, avec un lexique et une chronologie, 1 euro auprès des militants, 2 par la poste.



Souvent, les critiques de Marx ironisent sur son absence d'une théorie des crises ou lui reprochent de juxtaposer plusieurs explications : la sous-consommation de la classe ouvrière, le déséquilibre entre les branches de production, l'étranglement des profits par l'augmentation des salaires, le parasitisme de la finance sur le capital productif, etc. Certes, Marx n'a pas rédigé d'ouvrage dédié à la crise économique. Par contre, un certain nombre d'articles d'actualité qu'il écrivit pour la presse de son époque et tous ses travaux économiques abordent la crise. Malgré l'expérience limitée des crises à son époque, Marx y anticipe la distinction entre d'une part les crises sectorielles, conjoncturelles et locales, et d'autre part la grande crise capitaliste, générale et mondiale. Il conçoit aussi que chaque crise est spécifique et réclame donc une étude particulière, tout en reposant sur une véritable théorie générale des contradictions du capitalisme qui conduisent inéluctablement à la catastrophe.

L'axe de son analyse est immanent au mode de production capitaliste (il ne part pas d'événements extérieurs pour expliquer la crise). Marx procède de la production (et non de la consommation, aussi importante soit-elle) et de l'extraction de la plus-value ou survaleur (et non du partage ultérieur de la plus-value sociale entre les fractions de la classe capitaliste, dont le capital de la finance). Face à la classe ouvrière, l'ensemble de la classe exploiteuse tente de briser la résistance des travailleurs et d'accroître l'exploitation ; face à la concurrence des autres entreprises, chaque capitaliste individuel tente d'abaisser son coût de production. L'augmentation du capital constant (achat de moyens de production) au détriment de la part du capital variable (achat de force de travail) est le principal moyen d'atteindre ces deux objectifs.

Quelque soit le succès initial de telle ou telle entreprise vis-à-vis des autres, quelle que soit l'efficacité provisoire de contre tendances, le résultat est tôt ou tard une baisse du taux de profit. Alors, peuvent se produire une offensive capitaliste contre les salaires directs et indirects, un krach financier (de la Bourse, des banques, du change...), une insuffisance de la demande, une régression protectionnisme, etc. Il ne s'agit pas pour autant de la cause véritable des crises économiques, mais plutôt de moments particuliers de telle ou telle crise, exprimant tous la suraccumulation du capital en regard d'une plus-value totale désormais insuffisante. La véritable barrière du capital est le capital lui-même.

Le professeur d'université Daniel Bensaïd vient de publier (pour 14 euros) de prétendus « inédits de Marx sur la crise ». Or, Roger Dangeville, militant du courant bordiguiste, infatigable traducteur et éditeur de Marx et Engels des années 1960 et 1970, avait déjà compilé en 1978 un recueil quasi-exhaustif pour 10/18, incluant ceux qui sont préfacés par le théoricien du NPA comme inédits. Bravo pour l'honnêteté intellectuelle.

Soumis à la pression du chômage, les travailleurs qui gardent un emploi sont obligés à des rendements accrus : aux États-Unis, au cours du 3e trimestre 2009, la productivité du travail a augmenté de 9,5 % alors que le nombre d'heures travaillées a chuté de 5 %. En Espagne aussi, la destruction d'emplois a été plus forte que la perte de la production, ce qui manifeste une accentuation considérable de l'exploitation. En France, la vague de suicides qui a frappé les travailleurs de France Telecom témoigne de l'intensification du travail et de la pression de la hiérarchie.

Même en cas de reprise économique, le chômage mondial ne diminuera pas au même rythme. D'après le FMI, *« cela prendra du temps avant que les perspectives pour l'emploi ne s'améliorent de manière significative... étant donné la taille et la persistance des chocs récents pour l'économie mondiale, cela laisse craindre une reprise sans emploi »* (*Perspectives économiques mondiales*, octobre). La rubrique « prévisions » du numéro de *L'Expansion* de décembre a pour titre : *« Vers une reprise pauvre en emplois »* ; un des titres du supplément « économie » du *Monde* du 24 novembre est : *« La reprise, sans l'emploi »*. Les travailleurs sont prévenus.

Les capitalistes de la finance s'enrichissent à nouveau

Par contre, la finance la plus parasitaire, celle que les Sarkozy, Obama et Merkel prétendaient moraliser, affiche de nouveau sa prospérité, à proximité des files d'attente de chômeurs qui cherchent un emploi ou mendient de la nourriture ou des soins.

Aujourd'hui, de nombreux établissements financiers ont largement profité de la reprise des cours de Bourse, d'une légère reprise du crédit, de la reprise des fusions-acquisitions... Surtout, le financement à guichets ouverts des banques par les banques centrales et la baisse des taux d'intérêt auquel les banques centrales prêtent aux groupes capitalistes de la banque encouragent plus que jamais les opérations financières les plus dangereuses et les plus parasitaires : « arbitrage » pour profiter des différences de taux d'intérêt et de taux de change, « effet de levier » pour augmenter la rentabilité des fonds propres par l'endettement, spéculation...

Si bien que les sociétés financières (les assurances, les fonds d'investissement, les banques...), dégageront un chiffre d'affaires pour 2009 à hauteur de 437 milliards de dollars (contre 345 milliards en 2007). Les rémunérations perçues par les cadres de la finance en 2009 devraient s'élever à 130 milliards de dollars –ce qui correspond à 143 400 dollars par personne-, en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier (*AFP*, 14 octobre). Par exemple, Goldman Sachs, largement arrosée par le gouvernement fédéral, versera des primes légèrement supérieures à celles versées en 2007. AIG, la compagnie d'assurance ayant reçu 200 milliards de dollars d'argent public pour sauver le monde de la catastrophe, versera 198 millions de dollars de primes à 400 de ses cadres (Rapport du Plan Paulson).

> *Il est désormais clair que les démons jumeaux du risque excessif et des profits excessifs peuvent empoisonner le capitalisme et ravager l'économie. Pourtant, la rançon du sauvetage de la finance a abouti à créer un système qui est plus vulnérable et plus dangereux que jamais.* (*The Economist*, 16 mai 2009)



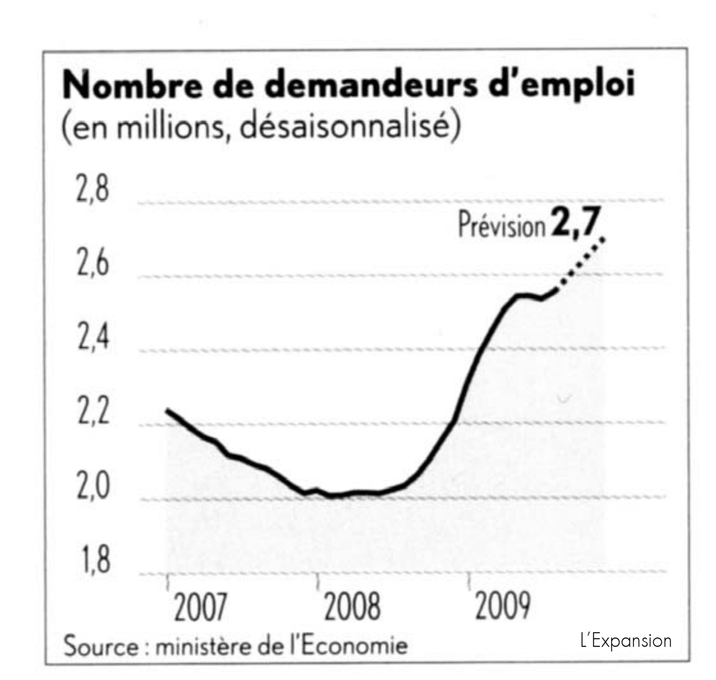
La potion keynésienne prépare la prochaine crise

Dans le cas le plus favorable, une reprise vigoureuse préparera de toute façon la prochaine crise mondiale. Mais les risques d'une croissance durablement ralentie ou d'une retombée dans la dépression ne sauraient être écartés.

Le FMI prévoit une explosion de la dette publique, qui pourrait atteindre, d'ici 2014, 108 % de la richesse nationale pour les États-Unis (contre 62 % aujourd'hui), 92 % en France (contre 64 % aujourd'hui), 246 % au Japon (188 % aujourd'hui)... En outre, la Grande-Bretagne et les États-Unis, les modèles du « libéralisme », ont recouru sans vergogne à la « planche à billets » inflationniste. En effet, la Banque d'Angleterre et la Fed rachètent des bons du trésor et des obligations d'État aux banques. Autrement dit, ces banques centrales prêtent, par ce biais, à leur gouvernement, à leur État. De quoi réjouir tous ceux (PS, PCF, NPA, POI en France) qui se plaignaient de la prétendue « indépendance » des banques centrales.

Cette monétisation de la dette de l'État, qui s'ajoute aux bas taux d'intérêt et au déficit des échanges de biens et services, contribue à la dépréciation de la livre britannique et du dollar américain qui reste la devise-clé dans les échanges internationaux et les réserves des banques centrales depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Malgré l'intervention sur les marchés des changes de plusieurs banques centrales d'Asie, le dollar américain a perdu 13 % de sa valeur depuis mars. Cet affaiblissement n'est pas seulement conjoncturel, il découle du déclin économique de la principale puissance impérialiste.

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, remarque que *« les États-Unis auraient tort de croire que la position du dollar comme monnaie de réserve mondiale dominante est assu-*



rée » (*Bloomberg*, 27 septembre). La Chine, la Russie, la France, le Japon et les États du Golfe envisageraient de remplacer le dollar par un panier de devises. La seule chose qui les rassemble est l'exaspération devant une hégémonie américaine qui ne correspond plus à l'économie américaine sans qu'une autre puissance ait la prétention de supplanter les États-Unis : l'Union européenne n'est pas un État, l'Allemagne et le Japon se souviennent de leur échec de la Deuxième guerre mondiale, la France est dérisoire, la Russie n'a pas réussi sa transition capitaliste, et la Chine, qui l'a réussie, n'en est qu'aux premiers pas vers l'impérialisme. Le yuan, la monnaie chinoise, reste aligné sur la monnaie américaine (mais pas l'inverse).

Chaque État bourgeois a beau avoir, de toutes ses forces, tenté de sauver sa fraction du capital, les raisons qui ont conduit à l'éclatement de la crise économique sont toujours à l'œuvre. Certes, l'augmentation du taux d'exploitation et surtout la destruction d'une partie du capital qu'entraîne une crise capitaliste peuvent créer les conditions du retour de la profitabilité et donc d'une phase d'expansion. Néanmoins, le sauvetage public de banques, de compagnies d'assurances, de groupes automobiles... limite la destruction du capital. Qui plus est, la multiplication des subventions aux groupes financiers et industriels augmente plutôt la taille du capital mondial qui prétend à un titre ou un autre (profit industriel, profit commercial, intérêt, rente...) prendre une part de la plus-value sociale dont la seule source est le surtravail, la plus-value extraite du travail non payé fourni par l'ensemble du prolétariat mondial. La multiplication des politiques nationales d'inspiration keynésienne ne saurait contrer la tendance à la baisse du taux de profit mondial.

Endettement public en 2014 (en % du PIB)

France	96,3
Etats-Unis	108,2
Pays industrialisés	118,4
Japon	245,6

Source : FMI

Sauf vaste ajustement budgétaire, la dette moyenne des pays riches du G20 frôlera 120 % du PIB en 2014.

La classe ouvrière doit ouvrir, par la révolution, la voie du socialisme mondial

N'en déplaise aux gouvernements bourgeois, à leurs divers acolytes (économistes keynésiens, prêtres de toutes religions, vieux appareils réformistes ex-staliniens et sociaux-démocrates, nouveaux appareils réformistes ex-trotskystes ou ex-guerilléristes), il n'est pas possible de garder le capitalisme et, en même temps, d'éviter les crises économiques et la spéculation financière, de sauver l'environnement, d'obtenir la paix et le plein emploi.

Leur reprise, c'est la poursuite des restructurations, le retour de l'inflation, l'augmentation des impôts, le chômage de masse, la précarité, l'intensification du travail, la chasse aux immigrés, les conflits en sous-main ou ouverts pour repartager le monde, la montée du nationalisme, du militarisme, du racisme et du fascisme.

Les rapports capitalistes de production sont une entrave au développement des forces productives. En particulier, la recherche du profit conduit à la destruction de l'environnement et les États bourgeois archaïques freinent l'internationalisation indispensable des forces productives.

Le capitalisme est nécessairement porteur de déséquilibres, de crises économiques et de guerres. Depuis qu'il est entré en déclin, dans sa phase impérialiste, chaque crise économique pose de manière plus dramatique le problème : socialisme ou barbarie.

Mais la bourgeoisie ne laissera pas la place spontanément. Si son existence est prolongée –grâce à l'aide des partis réformistes et des bureaucraties syndicales- la classe dominante entraînera l'humanité vers des guerres et de nouvelles crises. Le problème ne sera résolu que par l'action consciente de la classe ouvrière qui lui prendra le pouvoir et l'expropriera pour mettre fin à une société fondée sur l'aliénation et l'exploitation de l'homme par l'homme. Avec les dévastations croissantes que le capitalisme entraîne, il s'agit d'une tâche urgente.

> *Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.* (Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, 1878, ES, p. 186)

Intervention au Congrès CGT des activités postales et de télécommunications de Loire atlantique, 28 et 29 mai

Plus encore que lors du précédent congrès, il y a 2 ans, qui peut croire que les seuls travailleurs du postal et des télécoms puissent gagner ou imaginer qu'il est possible pour eux seuls d'arracher leurs revendications ? Or, on ne trouve pas un mot dans le document d'orientation pour caractériser la « tactique » des confédérations syndicales qui a abouti à empêcher la classe ouvrière de se défendre, de déferler et de chasser le gouvernement. Tirer un bilan des grèves et des manifestations qui ont eu lieu depuis le début de l'année constitue pourtant le minimum pour adopter une orientation pour l'avenir.

Est-ce que 2 millions, puis 3 millions de grévistes et de manifestants dans les rues les 29 janvier et 19 mars, ce n'était pas assez ? Est-ce qu'il fallait, pour soit disant « élargir », proposer d'autres « journées d'action » : le 1er mai, puis une « journée d'action décentralisée », le 26 mai, faisant voler en éclat tout caractère national au combat et renvoyant la responsabilité sur les différentes structures départementales ?

Ou est-ce que cette multiplication de « journées d'action » étalées dans le temps n'avait pas comme but de ne pas mettre en cause le gouvernement et donc de le protéger de la légitime colère des masses, le tout camouflé derrière la nécessité de maintenir « l'unité syndicale ». En fait, ce qui a manqué pour la lutte, ce ne sont pas les troupes, ce qui a manqué c'est un état-major de combat. Fatalement, sans volonté d'affronter le gouvernement de la part des dirigeants, tout s'effrite, tout s'étiole !

Puisque chaque journée n'a pas pour objectif de battre le gouvernement, la journée suivante sera, de la même façon, sans objectifs. C'est ainsi que les directions syndicales ont organisé la démoralisation et l'écoeurement. Pire encore, les dirigeants qui ont rencontré Sarkozy après le 29 janvier ont poussé la plaisanterie jusqu'à réclamer la mise en œuvre de ce qu'il avait annoncé, comme si il y avait quelque chose de positif dans ses déclarations (dont la suppression de la taxe professionnelle, nouveau cadeau au patronat) !

Les occasions pourtant n'ont pas manqué. La classe ouvrière a montré qu'elle était disponible : il y a eu la grève générale de la Guadeloupe sur laquelle les directions syndicales ont fait silence, il y a eu les réactions des travailleurs contre les charrettes de licenciements dans de nombreuses entreprises, travailleurs que les centrales syndicales ont laissé isolés site par site. Pourquoi une confédération si tout est local ? Les seules choses qui aient été vraiment centralisées, ce sont les rencontres avec le gouvernement et le MEDEF

Ou bien on rassemble toute la classe ouvrière et on y arrive ou bien on laisse les travailleurs isolés et alors les défaites succèdent aux défaites.

L'été ne va même pas voir s'arrêter la machine réactionnaire puisque le Parlement UMP va systématiser le travail le dimanche et que le gouvernement étudie la possibilité du travail à domicile sur congé maladie ou congé maternité, les hôpitaux publics sont toujours confrontés à la loi Bachelot qui les étrangle.

Il y a encore possibilité d'appeler à une manifestation centrale du prolétariat de ce pays contre les licenciements et pour le partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières ; contre la liquidation de l'enseignement, de la santé et des services publics ; pour les augmentations de salaires, le SMIC à 1 800 euros, etc.

Pour cela, il faut que les dirigeants rompent avec le gouvernement ! Qu'ils appellent l'ensemble des travailleurs, qu'ils organisent le face à face classe contre classe ! Rien ne peut être gagné avec ce gouvernement. Le slogan « la crise c'est eux, la solution c'est nous » est vide de sens si on n'explique pas qu'il faut se débarrasser de ceux qui sont les serviteurs du capital, si on ne rappelle pas que la CGT a pour finalité l'abolition du salariat c'est-à-dire d'en finir avec la société capitaliste. C'est pourquoi je soumets au vote du Congrès, la motion suivante :

Motion

Le Congrès départemental CGT des PTT de Loire-Atlantique réuni les 28 et 29 mai 2009
Désavoue l'émiettement qu'organisent les directions fédérales et confédérales CGT avec la complicité des autres centrales au travers des journées d'action échelonnées sur 6 mois ;
Réclame qu'elles rompent publiquement avec le capital et ses serviteurs : aucune discussion avec le gouvernement Sarkozy !
Revendique :

- 1 800 euros comme minimum salarial
- aucun licenciement
- abrogation des contre-réformes visant l'école et l'hôpital
- suppression de toutes les exonérations de cotisation sécu pour les patrons

Exige qu'elles appellent à une manifestation centrale contre la politique de ce gouvernement pour le vaincre et le chasser.

[rejetée : 12 pour, 33 abstentions, 58 contre]

À bas la collaboration de la bureaucratie syndicale CGT avec la politique anti-immigrés de Sarkozy et avec la police ! Des papiers pour tous !



Les sans-papiers réunis au sein de la Coordination des sans-papiers 75 (CSP 75) occupaient depuis le 2 mai 2008 l'annexe de la Bourse du travail, rue Charlot à Paris. Comme des centaines d'autres travailleurs, ils se sont heurtés aux lois du gouvernement Sarkozy-Hortefeux qui ont encore aggravé le sort des prolétaires et de leurs familles. Depuis plus d'un an, ils se battent pour leur juste droit et par conséquent, dénoncent la politique de la direction de la CGT qui a limité et divisé les grèves de travailleurs sans papiers au nom du cas par cas et les a subordonnés aux besoins du capitalisme français. La bureaucratie de la CGT, contre nombre de ses militants, mais appuyée par les dirigeants de tous les autres confédérations, a avalisé la *« régularisation par le travail »*, instrument de « *l'immigration choisie* » et distribue depuis au compte goutte des régularisations à durée déterminée, à la merci des patrons.

Les sans-papiers de la CSP 75 exigeaient par leur occupation que les directions syndicales reprennent leur revendication : des papiers pour tous, et pour cela, l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés. C'est ce combat ouvrier contre les attaques de la bourgeoisie qu'a refusé de mener la bureaucratie collaboratrice et chauvine à la tête du syndicat CGT, et qui l'a menée à évacuer mercredi 24 juin *manu militari* hommes, femmes et enfants sans-papiers.

Les nervis de la CGT parisienne ont profité de l'absence de la plupart des occupants partis manifester devant la Préfecture de Paris. Des délégués de la CSP 75, parmi ceux qui depuis un an abusent des réunions de « médiation » avec l'ennemi, s'attendaient à des « pourparlers » pacifiques et avaient maintenu la manifestation loin de la Bourse afin d'éviter « de graves affrontements » (CSP, *Communiqué,* 27 juin) ! En guise de réponse, c'est un commando masqué, armé de matraques et de gaz lacrymogène, caché à l'intérieur de la Bourse qui a surgi pour expulser la minorité laissée impuissante.

Devant la résistance des occupants, rejoints par le gros de la troupe, le commando a gazé jusque dans les couloirs de la Bourse, forçant les sans papiers à se barricader. Les vigiles de l'UD parisienne ont alors fait appel à la police d'Hortefeux pour relayer leur opération. Avec la complicité bienveillante de la Mairie PS de Paris, propriétaire des lieux, qui a réquisitionné plusieurs centaines de CRS, l'expulsion a réussi, et les responsables CGT ont pu s'installer tranquillement dans leurs rangs.

Au total, 8 sans papiers ont été hospitalisés, 10 évanouis, 5 blessés légers, dont 5 femmes et un enfant. Le lendemain, l'UD CGT a ajouté la calomnie à son agression : son communiqué du 25 juin vise à faire passer les blessés pour des casseurs responsables de toutes les violences.

Depuis, des centaines de sans papiers campent nuit et jour devant la Bourse du travail, encerclés par des cordons de CRS et de flics municipaux qui ont tenté de leur interdire nourriture, eau, et accès aux toilettes publiques. C'est encore une fois la base et singulièrement les femmes qui sont déterminées : « *Les délégués pensent que nous sommes faibles, mais c'est le contraire.* » La base refuse les « critères » proposés par la Préfecture pour diviser le mouvement, refuse une autre occupation. « *Que la Préfecture ouvre un guichet ici même, sans critères ni conditions !* » (*La Voix des Femmes*, 28 juin).

Une fois de plus, la bureaucratie de la CGT, soutenue par les autres bureaucraties et leurs apprenties, a démontré son caractère profondément antiouvrier, en s'attaquant à la fraction la plus fragile du prolétariat, en refusant de combattre les politiques xénophobes du gouvernement Sarkozy et des gouvernements précédents, en faisant tout pour saper l'unité du mouvement ouvrier et son internationalisme.

La Bourse du travail est gérée par une commission administrative qui inclut *tous* les syndicats ayant des bureaux, à savoir CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA et Solidaires. Cette agression est de la responsabilité de toutes ces bureaucraties syndicales, qui ont toujours condamné l'occupation et ont exprimé un soulagement unanime dans le communiqué de la CA daté du 26 juin.

La classe bourgeoise utilise tous les moyens dont elle dispose pour détruire ou, à défaut, contrôler les organisations dont s'est doté le prolétariat, afin de l'empêcher de s'unir et de la remettre en cause. Voilà pourquoi les syndicats refusent de défendre les ouvriers les plus exploités, s'opposent à la grève générale de tous les travailleurs ; voilà pourquoi les partis traditionnels de la classe ouvrière (PS, PCF) servent loyalement la bourgeoisie depuis des décennies ; voilà pourquoi ceux qui sont candidats à leur succession (PdG, NPA) se préparent à le faire.

Face aux capitulations et aux sabotages des directions syndicales, les travailleurs doivent s'organiser pour contrôler leurs luttes, constituer des fractions lutte de classe dans les syndicats, décider dans des assemblées générales, élire des comités, centraliser ces comités élus. Il leur faut par-dessus tout construire un nouveau parti, apte à mener à son terme la lutte des exploités et des opprimés, à affronter la bourgeoisie, à détruire son État. C'est à ce combat que le Groupe bolchevik invite tous les militants révoltés, attachés à la libre circulation, la libre installation de tous les pauvres, de tous les prolétaires, dans le pays de leur choix.

1er juillet 2009

Tract de Socialist Fight du 2 avril diffusé dans la manifestation contre le G20 à Londres

Internationalisme sans délai ! À bas le nationalisme économique, la campagne « emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » et l'europhobie du « Non à l'UE » ! Pour une tendance de la base dans les syndicats, qui combatte les patrons et la collaboration de classe de la bureaucratie !


Socialist Fight

Internationalism Now! Down with Economic Nationalism, BJ4BW and No² EU Europhobia! Build a Rank-and-File organisation that fights the bosses and the class treachery of the TU bureaucracy!

Le sommet du G20 témoigne de la rapidité avec laquelle la crise se développe. Des économies entières comme l'Islande et l'Irlande sont quasiment en faillite, la catastrophe financière a déclenché la débâcle économique et personne ne peut dire quand elle prendra fin. Les implications politiques à gauche sont tout aussi rapides. Les grèves de Lindsey Oil Refinery le 4 août étaient celles de toute la classe ouvrière. Les groupes comme le Socialist Party (SP) et le Communist Party of Britain (CPB), qui les ont soutenues avec enthousiasme, en reçoivent aujourd'hui la récompense.

Les staliniens du CPB, qui jouent traditionnellement le rôle de VRP pour la bureaucratie syndicale, ont accueilli le SP « trotskyste » dans l'univers du nationalisme économique. Conduite par Bob Crow [un dirigeant du CPB] sans consultation de ses membres, la nouvelle plate-forme contre l'UE (No²EU) est une réponse étroitement britannique qui vise à voler les voix de l'UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Au même titre que l'infamante manifestation « Étrangers dehors » à Staythorpe, cette trahison a fait peser une crainte sur tous les travailleurs immigrés, en particulier les communautés noires et asiatiques. Si même des « gens de gauche » comme Simpson, Crow, Nellist et le CPB sont prêts à se déplacer vers la droite pour des raisons opportunistes, comment peuvent-ils lutter contre le BNP, si ce n'est le défaire ?

Cela dit, on ne peut pas dire que les divisions soient si négatives si elles révèlent la réalité au moment de la riposte. Le SWP s'est déplacé vers la gauche après la scission de Galloway, à présent il recrute à un rythme élevé sur des revendications radicales. Malgré les problèmes liés à sa propre capitulation devant les bureaucraties syndicales (pourquoi soutenir Faircloth aux élections du syndicat Amicus ?) et la politique de front populaire menée par l'UAF (Unis contre le fascisme)... les militants exigent à présent une réelle lutte, ce à quoi les révolutionnaires devraient leur apporter un soutien critique.

L'avenir de la classe ouvrière et des pauvres, en particulier de la fraction immigrée, est assez inquiétant et ils seront rapidement rejoints par une grande partie de la classe moyenne qui sera vite poussée dans leurs rangs. Voici environ un an, dans le monde entier, n'importe quel « groupe d'experts » de droite claironnait en faveur d'une faible imposition, de la dérèglementation, de la privatisation, prétendant que le modèle néolibéral conduit à une croissance économique solide. Le nombre de millionnaires et de milliardaires explosait, mais c'était « nécessaire » pour que les pauvres puissent en profiter en retour, ou qu'ils puissent bénéficier de « miettes de la table du maître », dans les termes d'un fanatique paternaliste prononcés il y a bien longtemps.

Nous sommes à présent encouragés à haïr ces banquiers égoïstes et ces riches capitalistes financiers mais pas le système lui-même, que la « Charte du Peuple » [de la confédération syndicale et de la gauche du Parti travailliste, RS] veut réformer .

La réponse anarchiste est de défendre le localisme ; la seule solution réside dans des communautés locales défendant les emplois et luttant contre l'État oppressif. Quel est le problème avec « emplois britanniques pour les travailleurs britanniques », « emplois irlandais pour les travailleurs irlandais » et « emplois locaux pour les travailleurs locaux » ? La porte est à présent ouverte pour l'extrême-droite ; le nationalisme économique est le champ d'influence du BNP, il associe les travailleurs au système des patrons et vise à détruire le fondement même de la conscience de classe ouvrière, son internationalisme et son besoin objectif de produire la richesse à partir d'une économie mondiale planifiée ; nous vivons dans un système mondial dirigé par des capitalistes exclusivement intéressés par leurs avides profits à court terme.

L'International Trotskyist Current qui publie *Socialist Fight* est un groupe britannique dont les militants les plus expérimentés sont issus de l'éclatement, au milieu des années 1980, du Workers' Revolutionary Party. Il a décidé de travailler avec le Collectif révolution permanente dont le Groupe bolchevik est membre. La plateforme de l'ITC est disponible en français sur le site de *Révolution Socialiste*, dans les pages « Discussions et correspondances ».

Adresse postale : Socialist Fight, PO Box 59188, London NW2 9LJ, Grande-Bretagne
Courriel : Socialist_Fight@yahoo.co.uk

Les trotskystes révolutionnaires doivent alors répondre en luttant pour la révolution mondiale. Si l'occupation d'usine, comme à Crystal, devient à la mode, alors le droit sacré à la propriété privée, sur lequel repose toute l'oppression mondiale, sera utilisé comme tactique internationale. Les travailleurs ne pourront engager la lutte pour le socialisme international que lorsque la propriété privée sera renversée et que des droits collectifs et réels seront établis (pas la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU) et lorsque nous produirons des ressources alimentaires et des biens manufacturés en vue de satisfaire les besoins humains au lieu du profit. Nous devons balayer toute la « pourriture du vieux système » : sexisme, homophobie et nationalisme économique qui porte en lui racisme, guerres et rationalise toute l'oppression humaine.

Cependant, nous ne pouvons pas le faire si nous collaborons avec une bureaucratie syndicale qui cherche à emprisonner des délégués syndicaux de l'aéroport de Belfast. Nous ne pouvons pas le faire si nous manifestons aux côtés des grévistes de Lindsay Oil Refinery qui crient : *« Étrangers, dehors ! »*. De même que nous ne pouvons pas capituler face à la bureaucratie syndicale, nous ne pouvons pas non plus les contourner avec des « syndicats rouges » plus radicaux. Nous devons les combattre et les vaincre pour reconquérir les syndicats comme organes de lutte de classe en construisant une organisation de la base. Les internationalistes pourront alors concevoir leurs aspirations comme des possibilités réelles : pas de réponse locale, pas de trahison des bureaucraties syndicales pour sauver le capitalisme ; en occupant, en organisant et en faisant grève pour unir la classe à l'échelle nationale et internationale, alors les luttes révolutionnaires commenceront à être sérieuses. À bas la campagne « emplois britanniques pour les travailleurs britanniques », à bas le nationalisme de No²UE, prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Intervention du Groupe bolchevik à la réunion publique organisée à Liverpool le 15 septembre par la Campaign Against Immigration Controls

Je suis un militant du Groupe bolchevik, de France, il fait partie d'un regroupement international, le CoReP (Collectif Révolution permanente). Mon organisation a apporté son soutien à la lutte des travailleurs clandestins « sans papiers » en France. Ce dont je souhaite parler ici, et nous sommes tous là pour ça, c'est la surexploitation et le harcèlement dont font l'objet les travailleurs immigrés. Moins payés que la moyenne des travailleurs, ils sont utilisés comme un outil de pression sur la valeur de la force de travail, au sens d'une armée de réserve. Ils sont utiles à la bourgeoisie seulement dans la mesure où ils peuvent être utilisés comme force de travail. Tel est le sens du concept d'immigration choisie. C'est la raison pour laquelle, dans la plupart des pays impérialistes, y compris en Grande-Bretagne et en France, la pression exercée contre les immigrés n'a fait que prendre de l'ampleur. C'est le cas en France depuis au moins 25 ans, et ce phénomène s'est accentué dans la période récente. Les conditions pour devenir un immigré légal sont devenues de plus en plus sévères, que le gouvernement soit dirigé par le Parti socialiste ou par le principal parti bourgeois.

La période pour l'acquisition de la nationalité française s'est allongée, des restrictions ont été portées à la possibilité du regroupement familial, la réglementation des conditions de vie est devenue de plus en plus stricte, les contrôles quotidiens ont explosé (principalement contre les Noirs et les Arabes), le droit d'asile a été restreint… Depuis 2002, les lois sur l'immigration sont devenues de plus en plus répressives, avec notamment des objectifs d'expulsions (25 000 en 2008, 30 000 en 2009). En 2008, 29 000 personnes ont été expulsées. Les immigrés doivent à présent prouver leur capacité à parler le français, ils doivent connaître les valeurs de la République, c'est-à-dire les valeurs de la république bourgeoise. A de nombreuses reprises, assez régulièrement, des immigrés sont victimes de violences, dans des commissariats, dans des aéroports, dans des écoles…

En outre, la crise économique est un coup majeur porté au capitalisme, et les capitalistes veulent faire payer les travailleurs, en particulier, ils veulent faire payer plus cher les travailleurs immigrés.

La fonction de surexploitation et d'expulsion des immigrés est garantie par le gouvernement, mais il le fait avec l'aide précieuse des directions syndicales. C'est précisément ce qui est récemment arrivé à Paris. Des travailleurs immigrés sans-papiers occupaient la Bourse du travail depuis mai 2008, contre les lois anti-ouvrières et anti-immigration de Sarkozy. Leur revendication était : Des papiers pour tous ! À bas toutes les lois contre l'immigration!

Malgré quelques tensions, l'occupation a duré, jusqu'au 24 juin dernier, lorsque la direction de la CGT, qui refusait de s'associer à ces mots d'ordre, a expulsé les travailleurs de la Bourse du travail. Face à leur résistance, ils appelèrent la police de Sarkozy pour les aider, avec la complicité du Maire de Paris, membre du Parti socialiste. De nombreuses personnes furent blessées, certaines furent évacuées à l'hôpital, et ils ont même été accusés de violence par la direction de la CGT. À présent, ils campent jour et nuit devant la Bourse du travail.

Le Groupe bolchevik dénonce avec fermeté la responsabilité des bureaucraties syndicales, qui sont entièrement contrôlées par la classe capitaliste. Pour lutter contre tous les gouvernements bourgeois, nous exigeons de tous les syndicats ouvriers et partis ouvriers qu'ils défendent ces mots d'ordre en front unique : Des papiers pour tous ! Ouverture des frontières ! Le seul moyen d'y parvenir est de lutter pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire mondial pour tous les travailleurs dans tous les pays, pour en finir avec le capitalisme.

Kanaky / Nouvelle-Calédonie

Liberté pour tous les militants syndicaux de l'USTKE ! Indépendance de la Kanaky !

Une intensification de la répression contre les syndicalistes en Kanaky

Le 16 janvier 2008, une manifestation pacifique de militants syndicaux de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités) et de salariés en grève de l'entreprise de transport en commun Carsud (groupe Veolia) est attaquée, avec une grande violence, par la gendarmerie mobile, qui cause vingt blessés, dont cinq grièvement. À cela, s'ajoutent arrestations et emprisonnements préventifs, en attente d'un jugement pénal.

Le 21 avril 2008, le tribunal correctionnel de Nouméa condamne vingt-trois syndicalistes arrêtés le 16 janvier à des peines de prison ferme, allant de 1 mois à 1 an, associées à une privation des droits civiques pendant 3 ans.

Le jeudi 28 mai 2009, au cours du rassemblement devant l'aérodrome de Nouméa de soutien aux salariés d'Air Calédonie (Aircal) en lutte depuis 2 mois contre un licenciement abusif, les gendarmes mobiles et le GIPN interviennent brutalement, repoussant les manifestants sur le tarmac. Aircal, dont le président est un chef de clan kanak, président du LKS (Libération kanak socialiste), porte plainte pour détérioration de deux appareils dans lesquels les travailleurs se sont réfugiés. Le tribunal correctionnel condamne de nouveau des syndicalistes à de la prison ferme pour « *entrave à la circulation d'un aéronef* ».

Le 15 septembre 2009, la cour d'appel de Nouméa confirme les peines. Elle maintient en détention le président de l'USTKE, Gérard Jodar, condamné à 9 mois de prison ferme avec Michel Safoka et Sagato Uvéakovi. Deux autres militants écopent de 6 mois de prison ferme (Julien Vaiagina, Thierry Gnipate), un de 4 mois de prison ferme (Sele Lami), un de 3 mois de prison ferme (Lino Falelavaki). En outre, trois autres prévenus sont condamnés à des peines de 2 et 4 mois avec sursis et mise à l'épreuve pendant 2 ans, dix-huit syndicalistes à des peines de 4 mois de prison avec sursis simple.

Face au premier jugement, le 29 juin, l'USTKE appelle à la grève générale le 27 juillet. S'il n'y a pas de véritable grève générale dans les entreprises et les administrations, le port autonome est néanmoins bloqué, des manifestations et des barrages se multiplient, le tout perturbant l'économie durant une semaine. La jonction entre les travailleurs salariés et les déclassés préoccupe au plus haut point le représentant de l'État français :

> *« Ce n'est plus de l'action syndicale mais du banditisme », constate le haut-commissaire de la République, Yves Dassonville, qui conduit d'une main ferme l'action des forces de l'ordre.* (*Les Échos*, 5 août 2009)

Le 4 août, à Saint-Louis, près de Nouméa, des dizaines de jeunes dressent un barrage et ripostent à la gendarmerie qui venait les déloger.

> *Tôt dans la matinée, un barrage, aux alentours duquel flottait un drapeau USTKE, avait été dressé au niveau du pont de la Thy, interdisant toute circulation. Raison pour laquelle le haussariat* [le haut commissaire de la République, note de RS] *a décidé d'engager la gendarmerie. Un premier assaut a eu lieu aux environs de 9 heures. Parmi les détonations de grenades assourdissantes, d'autres sons, assez caractéristiques, eux aussi, ont été entendus : ceux de fusils...* (*Les Nouvelles Calédoniennes*, 8 août 2009)

La nuit suivante, la cité populaire de Montravel, dans les quartiers nord de Nouméa, connait une nuit d'émeute. Le 7 août, la direction de l'USTKE suspend la grève générale.

Cela n'empêche pas, le 12 août, un « Collectif citoyen » de convoquer, avec succès, une manifestation réactionnaire de 25 000 personnes à Nouméa. L'USTKE appelle à manifester le 22 août. Il y a eu 3 000 manifestants, selon ses dires.

La direction de l'USTKE lance le mot d'ordre de grève générale pour le 15 septembre, jour de la décision de la cour d'appel : *« L'USTKE réactivera sa grève générale dans la nuit de lundi à mardi prochain, à minuit exactement, pour mobiliser ses troupes au jour où doit être rendu l'arrêt de la cour d'appel... »* (*Les Nouvelles Calédoniennes,* 11 septembre 2009). Elle le retire au dernier moment : *« Dans l'immédiat, la grève est suspendue... »* (*Les Nouvelles Calédoniennes,* 16 septembre 2009).

Le 13 octobre, le tribunal correctionnel de Nouméa condamne trois autres syndicalistes à 1 an de prison, dont 4 mois fermes, pour leur participation aux barrages du 5 août à Saint-Louis.

Honteusement, FO et la CFDT n'assument pas la plus élémentaire solidarité syndicale. Le PS, pré-

Noumea, 22 août 2009 / AFP



sent en Kanaky, ne proteste pas contre la répression répétée envers les syndicalistes. Le PCF, inexistant en Kanaky, tout en dénonçant le jugement, en appelle à ceux qui matraquent et emprisonnent : *« Le gouvernement français doit agir vite avant que la situation ne connaisse de nouveaux développements de tension. »* (*Le Point*, 17 août 2009).

L'USTKE et le Parti travailliste acceptent le calendrier fixé par l'État français

L'USTKE, créée en 1981, est aujourd'hui par son effectif le deuxième syndicat de Kanaky, derrière l'USOENC (liée à la CFDT), devant l'UT-FO. Elle se distingue des autres organisations syndicales par son orientation (elle est la seule à revendiquer l'indépendance), sa pratique (elle recourt souvent aux piquets de grève) et ses relations (elle ne cache pas ses liens avec la Confédération paysanne, la CGT, le NPA).

Pour ces raisons, non seulement elle regroupe des travailleurs salariés kanaks (Mélanésiens d'origine) et descendants d'immigrés (Européens, Polynésiens...), mais aussi des jeunes en formation et des chômeurs des quartiers pauvres (habités surtout par des Kanaks et des Wallisiens). En retour, l'USTKE s'attire le harcèlement de l'appareil répressif d'État (gendarmerie et tribunaux), à caractère anti-ouvrier et colonialiste à la fois, ainsi qu'une véritable haine d'une partie des « métros » (immigrés récents de France) et des « caldoches » (les descendants des colons).

La direction de l'USTKE a décidé en 2006 de fonder un bras politique, le Parti travailliste. Malgré son origine syndicale et son nom (elle a choisi celui du grand parti réformiste des deux pays capitalistes avancés de la région, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui seraient intéressés à supplanter la France en cas d'indépendance formelle), le PT est un parti nationaliste, sans aucune référence à la lutte des classes et au socialisme, fût-il le plus vague :

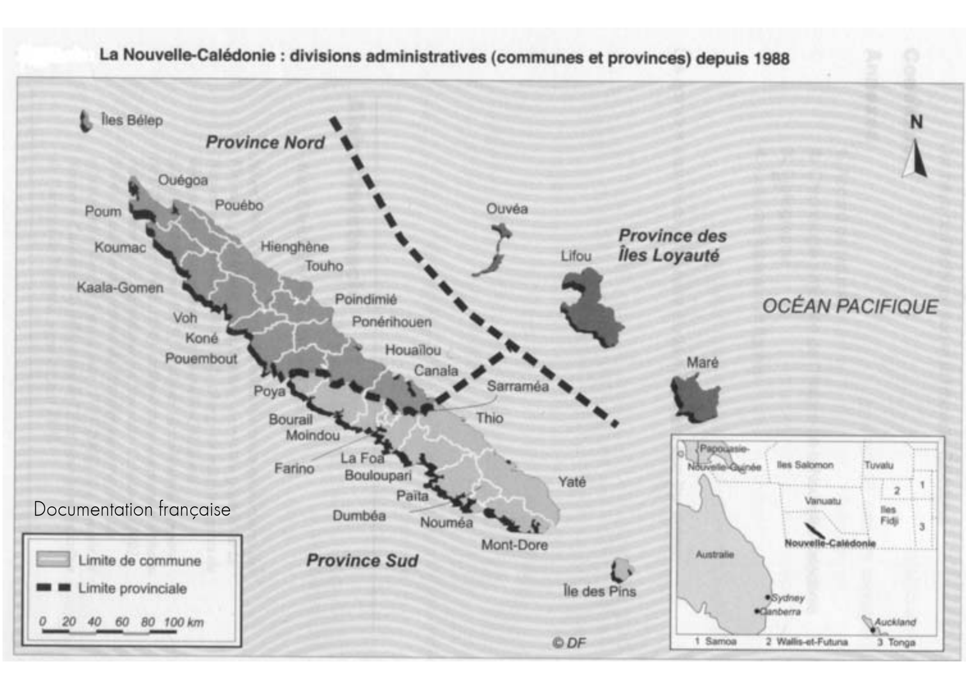
> *Il y a les indépendantistes qui piaffent face à ce qu'ils considèrent comme des atermoiements et des compromissions avec le système colonial et capitaliste. Ceux-là se retrouvent notamment au Parti travailliste, annexe politique de l'USTKE, que préside Louis Kotra Uregei et qui a obtenu 33 élus lors des élections municipales de 2008 et 7,97 % des suffrages lors des élections provinciales de mai 2009. À l'approche du référendum sur l'autonomie ou sur l'indépendance qui doit se tenir entre 2014 et 2018, les surenchères se multiplient dans le camp indépendantiste.* (*Jeune Afrique*, 8 septembre 2009)

Le Parti travailliste avait tenu peu auparavant son premier congrès, en novembre 2008, avec des représentants des altermondialistes (José Bové), des Verts, de l'ex-LCR, du Syndicat des travailleurs corses, de la CGT et du Labour Party de Nouvelle-Zélande, l'organisation sœur du PS français (dont la présence est omise par le site du NPA). Il n'a même pas adopté de programme, se contentant de la revendication de l'indépendance... pour 2014. Pour le PT comme pour le NPA (la LCR s'est défroquée, entretemps, de toute référence au communisme, voir *Révolution Socialiste* n° 30), il suffirait de réformer le capitalisme, de l'apprivoiser, car il est actuellement trop « sauvage » :

> *Un syndicat qui a créé un parti politique, le Parti travailliste, pour lier lutte sociale au combat politique, qui pose le problème de l'avenir du territoire et lutte contre le capitalisme sauvage...* (*Tout est à nous !* 24 septembre 2009)

Lors des élections du printemps, le bras politique de l'USTKE a confirmé, par sa profession de foi, qu'il partageait avec tous les partis en compétition le mythe bourgeois d'un « intérêt général » qui serait commun aux capitalistes et aux prolétaires :

> *Le Parti Travailliste sera un vrai parti novateur, totalement différent des autres, qui se battra pour défendre tout ce qui va dans le sens de l'intérêt général.* (PT, *Liberté, unité, égalité, respect*, 7 mai 2009)



Documentation française

Le PT et la direction de l'USTKE mettent leurs espoirs, avec la plus grande naïveté, dans l'échéancier fixé par l'État colonial :

> *L'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités (USTKE) réitère sa volonté de voir l'État français jouer pleinement son rôle de partenaire de l'Accord de Nouméa et tenir ses engagements dans ce dossier.* (USTKE, *Communiqué*, 12 janvier 2007)

L'Accord de Nouméa (1998) prolonge l'Accord de Matignon (1988), tous deux rédigés par le PS et tous deux approuvés par le PCF. Ils résultent d'une abdication du mouvement nationaliste, le FLNKS, après une poussée

révolutionnaire que « la République » et la « démocratie » bourgeoises ont écrasée de manière brutale et barbare.

Le nationalisme kanak a émergé au cours de la précédente vague révolutionnaire mondiale

De 1944 à 1961, le second empire colonial du monde s'est disloqué, non sans manifester la même barbarie dans sa vaine tentative de préservation (en particulier en Indochine et en Algérie) que lors de sa constitution. Le rapport de la puissance impérialiste avec les minuscules restes de l'empire est infléchi :

> *Cela ne signifie pas pour autant que la France entend renoncer à ses derniers territoires ultramarins qui font d'elle une puissance présente sur tous les océans. Toute la politique gaullienne puis gaulliste vise au « maintien » des « confettis de l'empire »... Cela se traduit par d'importants transferts financiers de la métropole au profit de ses territoires... Au cours des années 1990, se crée un consensus des forces politiques successivement au pouvoir quant à l'avenir des outremers... L'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui donne une forte autonomie à la Nouvelle Calédonie, manifeste bien cette unité retrouvée.* (Jean Garrigues, *La France sous la 5e République,* Colin, 2008, p. 551-2)

Grâce à « l'outremer », l'État français a le troisième domaine maritime du monde. La « Nouvelle-Calédonie » est, parmi les confettis de l'ex-empire colonial, ce qui est le plus proche d'une colonie traditionnelle. Contrairement aux Antilles « françaises », la population indigène n'a pas été exterminée et l'archipel dispose de richesses naturelles considérables.

> *En 2002, en Guadeloupe, à la Réunion, les taux de couverture des importations par les exportations étaient inférieurs à 10 %, la Martinique n'atteignait pas 20 %... La meilleure performance revient à la Nouvelle-Calédonie qui atteint parfois les 50 % de taux de couverture.* (Jean-Yves Faberon, *L'Outre-mer français,* La Documentation française, 2004, p. 11)

Vu l'emplacement stratégique, ses richesses minérales et maritimes, l'État bourgeois, qui restreint et précarise l'immigration en France, l'encourage en Kanaky. Une lettre du 19 juillet 1972 du Premier ministre Messmer, sous la présidence de Pompidou, recommande au secrétaire d'État aux DOM-TOM, Deniau, de tout mettre en œuvre en Nouvelle-Calédonie pour *« empêcher une revendication nationaliste de populations autochtones »*, en favorisant l'*« immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer »* et en faisant *« réserver des emplois aux immigrants dans les entreprises privées »*. En 1887, les Kanaks représentaient 68 % de la population ; en 1946, 49 % ; en 1996, 44 %.

En Kanaky, la première grande grève date de 1956, pour la parité de salaires entre ouvriers asiatiques et ouvriers européens dans les mines à ciel ouvert de nickel. Dans le cadre de la montée révolutionnaire mondiale des années 1960-1970, la jeunesse kanake commence à se révolter et à s'organiser : Foulards rouges en 1969, Groupe 1878 en 1971, Parti de libération kanake (Palika, la fusion des deux précédents) en 1977, Libération kanak socialiste (LKS, une scission du précédent) en 1981, autant d'organisations qui se réclament du marxisme. Même l'Union calédonienne (UC), pourtant d'origine cléricale, se rallie à l'indépendance en 1977.

En dépit de circonstances géographiques et politiques défavorables, le mouvement nationaliste petit-bourgeois est tenté par la guérilla, après avoir soutenu en 1981 le candidat du PS, Mitterrand. En septembre 1984, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) est créé pour fédérer l'ensemble des organisations indépendantistes. Il boycotte les élections locales. Les Kanaks commencent, légitimement, à s'armer sous la direction d'Éloi Machoro qui prend le contrôle de la zone minière. Le 25 novembre 1984, le FLNKS proclame l'indépendance de la Kanaky et désigne un « gouvernement provisoire ».

La 5e République a imposé les Accords de Matignon et de Nouméa en massacrant les combattants kanaks

Alors, l'armée française entre dans les réserves kanakes. Le 5 décembre, à Hienghène, dix militants kanaks sont assassinés lors d'une embuscade tendue par des « loyalistes » qui seront acquittés en 1987 par la cour d'assises de Nouméa. Le président du gouvernement provisoire, Jean-Marie Tjibaou, appelle à lever les barrages.

Le 12 janvier 1985, Éloi Machoro et Marcel Nonaro sont liquidés par le GIGN, une unité de la gendarmerie constituée officiellement contre le grand banditisme et le terrorisme (comme le GIPN au sein de la police nationale). Les gendarmes laissent Machoro agoniser durant des heures sans lui porter secours. Le président de la 5e République est Mitterrand, le premier ministre est Fabius dont le gouvernement est soutenu au parlement par le PS, le PCF et le PRG.

5 mai 1988: l'armée et ses prisonniers



Le 5 mai 1988, l'armée, le GIGN et les services secrets (DGSE) assassinent 19 militants kanaks, dont au moins 2 blessés achevés à coups de botte et de crosse. Alphonse Dianou meurt, faute de soins. Le président est toujours Mitterrand, le premier ministre est Chirac dont le gouvernement est soutenu par le RPR (UMP aujourd'hui) et l'UDF (aujourd'hui MoDem). Parmi les chargés de mission du ministre de l'intérieur Pasqua, figure son poulain, un certain Sarkozy.

Confrontée à la répression sanglante par la « République » française, son armée et sa gendarmerie, la direction du FLNKS cède. Tjibaou renie la proclamation de l'indépendance et négocie avec le RPCR du capitaliste Lafleur (rebaptisé en 2004 Rassemblement-UMP). Les discussions se déroulent sous les auspices du premier ministre PS Rocard (Accords de Matignon, 1988), puis du premier ministre PS Jospin (Accord de Nouméa, 1998). Ils ont doté l'archipel d'un cadre transitoire qui doit prendre fin avec un référendum d'autodétermination (où voteront tous ceux qui résident depuis 10 ans en Nouvelle-Calédonie) qui est repoussé à une date éloignée (entre 2014 et 2018). C'est à cette étape institutionnelle que se fient les différentes fractions du FLNKS, la direction de l'USTK et le Parti travailliste.

En attendant, la Kanaky d'à peine 200 000 habitants alors (245 000 en 2009) est découpée en 3 « provinces » avec chacune son gouvernement, de manière à limiter une éventuelle indépendance à une seule partie de l'archipel.

> *La colonie doit être divisée en trois provinces, une pour les colons blancs, deux pour les indigènes mélanésiens appelés Kanaks.* (*The Economist*, 2 juillet 1988)

L'ensemble du « territoire », sauf pour la monnaie, la justice et le maintien de l'ordre, est géré par un « gouvernement » issu du « congrès », une assemblée élue par les élus des trois provinces :

> *Le texte 2 des Accords de Matignon décrit la future organisation institutionnelle : trois provinces (Iles Loyauté, province Sud, province Nord) ; un congrès ; une répartition des compétences limitant l'État aux domaines régaliens. Des contrats de développement sont prévus entre l'État et les provinces, ainsi que le Territoire.* (Alain Christnacht, *La Nouvelle-Calédonie*, La Documentation Française, 2003, p. 57)

La première conséquence politique de la signature des accords est que le FLNKS éclate aussitôt. La deuxième est que certaines de ses composantes (LKS, FCCI, UC), vont même former ultérieurement des blocs, dans certaines municipalités et provinces, avec le Rassemblement (ex-RPCR, le correspondant de l'UMP) ou sa scission Avenir ensemble, ce qui aurait été impensable avant 1988. La troisième est que le Rassemblement est majoritaire au « gouvernement ».

Les racines sociales du nationalisme kanak…

Mais l'objectif décisif a demandé plus de temps, car il s'agissait de l'intégration d'une couche de Kanaks à la classe dominante locale et à son appareil d'État.

Les petits bourgeois et les capitalistes ne sont pas lésés par l'autonomie qui a fait de la Kanaky un *« pays de rêve libéral »* :

> *Une île qui émargeait jusqu'en 2008 à 5 % de croissance annuelle. Où le BTP fait fortune. Où créer son entreprise en son nom propre est l'affaire d'une journée. Pas d'Urssaf, des charges sociales avantageuses, un barème d'impôt sur le revenu qui est très favorable. Un système de « double défiscalisation » également très attractif.* (*Le Monde*, 26 août 2009)

Les Accords de Matignon-Nouméa ont permis l'émergence d'une bourgeoisie kanake, analogue à la bourgeoisie noire en Afrique du Sud après 1994. La bourgeoisie kanake se constitue à partir de l'intégration à la gestion des provinces et du territoire et par accumulation d'un capital aux mains de Kanaks. C'est le cas dans les transports avec Aircal, (l'entreprise d'un dirigeant du LKS) ou la SODIL (l'entreprise d'un dirigeant du PT), déjà cités, mais aussi dans le secteur minier :

> *Longtemps tenus à l'écart de l'industrie du nickel, les Kanaks de Nouvelle-Calédonie, qui ont inauguré lundi 3 novembre une usine métallurgique en Corée du Sud, ont effectué une extraordinaire ascension dans ce secteur. Cette réussite, ils la doivent à André Dang, le PDG de la société minière du sud Pacifique, mais aussi à l'État qui, depuis 20 ans, accompagne le rééquilibrage économique de ce territoire d'Outre-mer en faveur de la population autochtone du Caillou. L'entrée des Kanaks dans l'industrie du nickel remonte à 1990, au lendemain des accords de Matignon qui ont ramené la paix après plusieurs années de violences entre indépendantistes et loyalistes calédoniens.* (*RFO*, 4 novembre 2008)

…et ses conséquences réactionnaires

Lors d'une lutte de mineurs de la SMSP, animée par le SOENC (Union des syndicats des ouvriers et des employés de Nouvelle-Calédonie), le parti nationaliste Palika dénonce les grévistes et demande à l'État colonial de les réprimer :

> *En s'attaquant à l'outil de développement, d'émancipation économique, de fierté du peuple Kanak et de ceux qui veulent construire avec lui un pays souverain, les membres du SOENC-Mines ont commis des actes de barbarie qui manifestement, visent à la déstabilisation et à la destruction pure et simple de la SMSP. Le Bureau Politique du PALIKA demande aux autorités compétentes de prendre des mesures qui s'imposent pour que les auteurs et les véritables instigateurs de tels actes ne restent pas impunis.* (Palika, *Communiqué*, 5 février 2002)

Par la transformation de nombre de ses dirigeants en gouvernants et en capitalistes, le FLNKS d'origine petite-bourgeoise est devenu un mouvement véritablement bourgeois, ce qui en éloigne plus que jamais les travailleurs non-kanaks.

Le PCF, LO et le NPA (y compris ses « ailes gauches ») camouflent tous que certains dirigeants de l'USTKE sont devenus eux aussi des capitalistes, comme un certain nombre d'autres chefs indépendantistes. En effet, le fondateur de l'USTKE et chef du PT, Louis Kotra Uregei, est aussi le patron de la SODIL (transport maritime). Le président de l'USTKE, Gérard Jodar, est aussi membre du conseil d'administration de la TAS (Tontouta Air Service), gérant de la SCP (Société civile de participation), de la STP (Société de transport particulier) et de la société SCAJ. Jodar émarge aussi au Conseil économique et social de Nouvelle-Calédonie au titre de l'USTKE. Au total, *« il dit gagner 5 000 euros par mois »* (*Le Monde*, 26 août 2009).

Le nationalisme, même dans un pays opprimé, est source de collaboration de classes et de division du prolétariat. Le FLNKS et la direction de l'USTKE l'ont déjà prouvé. Les 4 et 17 novembre 1997, 110 Chinois arrivent, épuisés, par bateau en Kanaky.

> *Le RPCR, RPR local, propose de « les rapatrier dans leur pays ». De son côté, Roch Warnytan, le patron du FLNKS, déclare « les accepter, c'est mettre un doigt dans l'engrenage ». Un communiqué suit, intitulé « Manifestation aujourd'hui contre l'immigration ». Le Palika, le LKS, le FDIL (Front de développement des îles) et l'USTKE y « appellent à la mobilisation contre l'immigration clandestine et imposée des boat people, et contre l'immigration organisée en provenance de l'Europe, de la Métropole, et des territoires et pays du Pacifique ».* (*Le Monde Libertaire*, 27 novembre 1997)

Le 22 mars 1998, les immigrés montent sur les toits de la caserne désaffectée où ils sont parqués, pour protester contre leur expulsion imminente. Ils sont tirés comme des lapins par les gendarmes mobiles. Neuf d'entre eux sont blessés, dont deux grièvement. Les nationalistes, en assimilant des travailleurs chinois et leurs familles aux colons européens, ont facilité l'ignominie française. Des gendarmes qui tirent sur des immigrés chinois ne peuvent que matraquer, au moins, des grévistes kanaks. En mai 2005, le GIPN est intervenu en France contre des postiers en grève ; en septembre 2005, le GIGN et l'armée sont intervenus contre des marins en grève.

Pour la révolution socialiste

L'indépendance est un droit irréfutable que le mouvement ouvrier français, ses partis et ses syndicats, doit défendre sans aucune réserve, de manière à affaiblir son principal ennemi, la bourgeoisie française.

Mais le nationalisme kanak bourgeois et petit-bourgeois est lui-même un frein à l'indépendance, sa xénophobie permettant aux «loyalistes » de trouver un écho parmi les Polynésiens et les Asiatiques de l'archipel. C'est pourquoi l'attitude des néo-réformistes du NPA et de LO, qui s'alignent sur le nationalisme petit-bourgeois en Kanaky comme en Guadeloupe, est étrangère au bolchevisme-léninisme (sans parler du silence scandaleux, face à la répression, des sociaux-chauvins du POI, les tenants de la « République une et indivisible »).

Le prolétariat de Kanaky a crû numériquement et représente un plus grand potentiel révolutionnaire que dans les années 1970, ce qui explique la répression dont les militants et les cadres de l'USTKE sont l'objet, malgré la participation de l'appareil syndical à tous les organismes de cogestion et la volonté du PT de respecter le capitalisme et les accords réactionnaires de Matignon-Nouméa.

Pour unir leurs rangs, s'émanciper et libérer la Kanaky, les travailleurs doivent rompre avec toutes les fractions de la bourgeoisie. Seul un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et marxiste, est capable, par le rassemblement de tous les exploités et opprimés, de conduire la Kanaky à une véritable indépendance, qui ne pourrait être économiquement viable que par l'extension de la révolution socialiste à la Polynésie « française », à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à l'Indonésie...

Solidarité des confédérations et des syndicats de France avec l'USTK ! Libération immédiate de tous les syndicalistes emprisonnés en Kanaky !

Retrait immédiat de l'armée et des gendarmes ! Armement du peuple ! Fermeture des bases militaires de Tontouta, de Nouméa, de Mont-Dore et de Bourail !

À bas les accords de Matignon-Nouméa ! Indépendance sans condition et sans délai de la Kanaky ! Gouvernement ouvrier et paysan en Kanaky ! Expropriation des grandes entreprises françaises, brésiliennes ou kanakes ! Fédération socialiste de l'Océanie !



Iran

Défense des victimes de la répression réactionnaire ! Renversement du régime bourgeois des ayatollahs ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

Matraquages, emprisonnements, procès iniques, viols, assassinats au nom d'Allah

Depuis l'élection présidentielle, le 12 juin 2009, l'Iran a connu une vague de protestations de masse et de confrontations entre d'une part les partisans des divers groupes islamiques et les opposants au régime théocratique des mollahs, et d'autre part les forces répressives (police, milices bassijis). Le président sortant Mahmoud Ahmadinejad aurait eu 62 % des voix, contre 33,8 % pour son principal opposant, Mir Hossein Moussavi. Dès le lendemain, ont eu lieu les premières contestations contre Ahmadinejad, qui donnèrent lieu à des affrontements avec les milices bassijis.

Un nombre croissant de rapports font état de tortures et d'assassinats dans les prisons, en particulier dans la tristement célèbre prison Evin fondée par la police politique du Chah à la périphérie nord de Téhéran et aussi au Kurdistan iranien. Le président du Venezuela, le colonel Chavez, si cher aux « anticapitalistes » du NPA et du PCF, a soutenu ouvertement la répression.

Cette explosion massive témoigne vient du mécontentement grandissant des travailleurs salariés, des étudiants, des femmes, des minorités nationales après 30 ans de carcan des bigots, qui s'enrichissent sans assurer l'indépendance du pays ni réduire la pauvreté des masses :

> *La majorité de la population est désormais sous le seuil de pauvreté. C'est un pays riche en ressources naturelles, mais qui a presque quadruplé sa dette extérieure en dix ans. Avec 10 millions de chômeurs, les salaires sont si bas qu'ils imposent d'avoir plusieurs emplois pour survivre.* (Torab Saleth, « Class nature of the Iranian regime », *Critique*, décembre 2007)

Des scrutins entièrement aux mains du haut clergé

Depuis 1979, un Guide de la révolution (*Rahbar*) est élu par les 86 membres du conseil des experts *Majles-e-Khobregan*. Le Conseil des gardiens de la constitution se compose de 12 membres, six représentants religieux et six avocats. Les représentants religieux sont désignés par le *Rahbar*. Le Conseil des gardiens de la constitution décide quels sont les candidats admis à participer à l'élection présidentielle. Cette année, 475 candidats se sont présentés, dont 42 femmes. Le 20 mai, les Gardiens ont admis quatre candidats.

Le président sortant Mahmoud Ahmadinejad et l'ancien commandant en chef des Gardiens de la révolution Mohsen Rezaï étaient considérés comme des candidats « conservateurs ». Ce dernier critiquait la politique internationale d'Ahmadinejad et lui reprochait ses déclarations provocantes. Mehdi Karoubi se présentait comme un « réformateur » de la République islamiste. Il promettait de donner une existence légale à la minorité religieuse persécutée bahaïe et d'intégrer des femmes dans son gouvernement. Un autre « réformateur », Mir Hossein Moussavi, a commencé sa carrière politique sous le règne de Khomeini comme éditeur du journal de l'ancien Parti de la république islamique ; il fut désigné Ministre des affaires étrangères au début de l'été 1981, et il devint Premier ministre l'automne de la même année. Durant son mandat, des milliers de militants d'organisations ouvrières et de groupes d'opposition furent arrêtés, torturés et assassinés ; pendant la guerre contre l'Irak, il organisa l'extermination sanglante des Kurdes.

Pour la défense de l'Iran contre les menaces sioniste et impérialistes

Sous prétexte que l'Iran s'arme (air déjà entendu pour justifier l'invasion de l'Irak et qui, curieusement, ne vaut pas pour les États-Unis, la France, ou leur protégé Israël, tous dotés de l'arme atomique), la pression des puissances impérialistes, la

Téhéran, 13 juin 2009, les manifestants rip

France en premier, ne s'est pas
meilleure aide idéologique au régi

Par conséquent, le mouvement ou
lant et prêt à s'opposer à une pos
ou israélienne contre l'Iran. En au
darité avec la « République islami
sont au sommet de l'État théocrat
défendre un pays dominé contre
vailleurs, ne doivent pas se laisser
liste de l'ancien bourreau des milit
(qui négocie en secret avec Israë
l'impérialisme et le sionisme est la

Aucune confiance en la fr la République islamique

Les contestations ayant suivi l'a
d'Ahmadinejad étaient à l'origine





Moussavi et des autres candidats dits réformateurs ; pourtant, elles ont rapidement pris de l'ampleur et ont conduit tous ceux qui n'étaient pas satisfaits à descendre dans la rue et à demander « Qu'est-il arrivé à mon vote ? », puis à crier des slogans comme « À bas le dictateur ! » et « À bas la République islamique ! ».

C'est moins pour exprimer leur soutien à Moussavi que leur haine pour Ahmadinejad que les masses laborieuses et la jeunesse scolarisée ont manifesté. Dans un tract rédigé par des travailleurs de l'entreprise d'État Khodro Automobile, Ahmadinejad était accusé de distribuer, pendant sa campagne électorale, de l'argent dans les quartiers pauvres de la ville, une insulte pour la classe ouvrière, qui ne souhaite pas des aumônes, mais des salaires décents. En même temps, les ouvriers de Khodro critiquaient la politique économique du gouvernement qui alimente l'hyperinflation en émettant sans arrêt plus de monnaie. Des ouvriers de l'industrie pétrolière rappelaient dans des tracts le rôle décisif qu'ils avaient joué dans la chute du régime du Chah. Ils n'espéraient pas des aumônes, mais une interdiction des « contrats blancs » (CDD d'un mois). Les manifestations de masse du 15 juin se composaient largement de prolétaires et d'étudiants. À Téhéran, trois millions de personnes ont défilé ; à Ispahan, Tabriz et Shiraz, des centaines de milliers de manifestants exprimaient leur colère. De nombreuses jeunes femmes étaient présentes car elles souffrent doublement –comme étudiantes ou comme travailleuses et comme femmes– du régime religieux réactionnaire.

La perspective de la révolution permanente

Les dernières années ont vu un nombre croissant de mouvements de travailleurs salariés, de femmes et d'étudiants dont la plupart furent violemment réprimés. Plus de 200 militants ouvriers ont été arrêtés autour du 1e mai 2009. Toutes ces luttes montrent que la classe ouvrière iranienne est prête à se constituer en « classe pour soi ».

Mais la capitulation devant Khomeiny et le clergé chiite, dont se sont rendus coupables le parti stalinien (Toudeh), les organisations de guérilla castristes (Fedayin, Peykar) et même le groupe centriste (HKS) a laissé le prolétariat sans direction. Leurs successeurs néo-mencheviks n'en ont tiré aucune leçon, puisqu'ils s'alignent aujourd'hui sur Moussavi (Rahe Toudeh, Fedayin-majorité, deux des trois PCOI...).

Au contraire, les conflits internes de la classe dominante ouvrent une voie à la classe ouvrière, si elle se dote de son parti à elle pour donner une réelle perspective à la vaste colère des masses opprimées. D'abord, il faut organiser la lutte contre la répression : Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Auto-défense des grèves et manifestations, création de milices ouvrières ! Cette lutte ne peut être menée que si les ouvriers des villes et des campagnes peuvent s'organiser librement : Liberté de réunion et droit de constituer des syndicats ! Liberté de la presse ouvrière ! L'exigence légitime d'une assemblée constituante souveraine ne doit en aucun cas s'opposer à la lutte pour la constitution d'organes prolétariens d'auto-défense. Avec les « shoras », les travailleurs iraniens disposent d'une tradition avec laquelle il faut renouer : conseils ouvriers ! échelle mobile des salaires ! expropriation sans indemnité des principales entreprises capitalistes et des « fondations » religieuses actuellement dispensées de tout impôt !

Les travailleuses sont particulièrement opprimées en Iran. Leur situation est directement liée au caractère clérical et réactionnaire du régime. La tâche des ouvriers ne peut pas être de « réformer » la République islamique, mais de séparer l'État et la religion. Un parti ouvrier révolutionnaire reconnaîtra également les droits de toutes les minorités persécutées et opprimées (Kurdes, Baloutches, Turcs, Arabes) et les protègera.

La véritable démocratie pour le plus grand nombre, l'égalité des femmes, les droits des minorités nationales, la fin de l'exploitation ne seront réalisés que lorsque le prolétariat, soutenu par les masses laborieuses, aura établi sa propre domination, la dictature du prolétariat, et aura construit un État ouvrier qui fera partie de la fédération des États socialistes du Moyen-Orient.

CoReP (Autriche, France, Pérou) POM (Brésil) PRS (Argentine)

Contre toute nouvelle attaque de la part d'Israël Pour la fin de tout blocus Pour la destruction de l'État sioniste Pour une Palestine socialiste

Israël a massacré les Palestiniens de Gaza

À partir du 27 décembre 2008 jusqu'au 21 janvier 2009, un terrorisme d'État s'est déchaîné contre les habitants de la bande de Gaza qui vivaient déjà, pour la plupart, une existence précaire. Le 3 janvier, les chars et les troupes israéliennes sont entrés dans la bande de Gaza, après huit jours de bombardements intenses, terrestres, aériens et maritimes, sur un petit territoire où sont enfermé un million et demi de personnes. Pour empêcher les témoignages sur ses actes ignobles, l'armée israélienne a interdit aux journalistes et aux diplomates d'entrer à Gaza. Le 15 janvier, elle a même bombardé l'immeuble abritant les bureaux de plusieurs médias dont l'agence Reuters, les télévisions Fox, Sky, Al-Arabiya et MBC.

Sous le prétexte de tirs de roquettes artisanales, une armée suréquipée a envahi une fois de plus les « Territoires palestiniens », détruisant une grande partie des entreprises et les infrastructures : tous les locaux administratifs et aussi une université, des écoles, des routes, une clinique... Elle aurait tué 1 000 Palestiniens et en aurait blessé plus de 4 500. Parmi les victimes, 75 % étaient des civils et plus de 20 % des enfants. L'armée sioniste a bombardé plusieurs hôpitaux, ainsi que des mosquées, le bâtiment de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (15 janvier), une école de l'ONU (6 janvier) et un convoi d'aide alimentaire de l'ONU (9 janvier). Le message d'Israël est que les Palestiniens ne peuvent bénéficier d'aucune protection et n'ont aucun espoir d'échapper à la barbarie.

Le gouvernement sioniste, posant à la victime, a justifié son attaque du fait de l'action de miliciens de Gaza qui envoyaient des fusées de fabrication artisanales (de faible portée et à pouvoir destructif réduit) vers Israël. Il dissimule que l'armée sioniste intervient tous les jours dans les villes de Cisjordanie, qu'une incursion à Gaza s'était déjà produite le 5 novembre 2008 en violation du cessez le feu qu'il avait conclu. Il cache que, le 19 décembre, le Hamas, le parti palestinien qui dirige la bande de Gaza, avait proposé de prolonger la trêve pour une durée illimitée en contrepartie de la levée du blocus criminel de la bande de Gaza, où vit entassé un million et demi de personnes, comme dans une prison à ciel ouvert. La responsabilité du lancement des roquettes repose avant tout sur la bourgeoisie israélienne, son gouvernement oppresseur et son armée barbare.



La réalité est que cette attaque brutale était la poursuite de l'offensive engagée contre le peuple palestinien de Gaza depuis le 28 février 1955 et qu'elle visait à liquider toute résistance envers l'occupation sioniste du territoire palestinien. Selon la presse israélienne, elle avait été soigneusement préparée durant plus de 6 mois :

> *Une longue préparation, une récolte soigneuse des informations, des débats secrets, une fraude efficace et une information destinée à tromper le public – c'est tout cela qu'il y a derrière l'opération Plomb fondu menée par les forces de défense israéliennes (IDF) contre les objectifs de Hamas dans la bande de Gaza ...* (*Haaretz,* 11 janvier 2009)

Pour préparer son nouveau massacre, Israël avait accentué son blocus avec la complicité du gouvernement Moubarak d'Égypte, qui a fermé totalement sa frontière à Rafah. Le gouvernement de coalition israélien dirigé par Olmert, un personnage convaincu de corruption, a opéré avec l'appui explicite de l'administration Bush et implicite d'Obama, selon une entrevue accordée par son conseiller tandis que le futur Président jouait au golf à Hawaï :

> *Eh bien, il est certain que le Président élu est conscient qu'il existe une relation particulière entre l'Israël et les États-Unis. C'est un lien important, une relation importante. Et il entend en tenir compte... Il est clair que cette situation s'est compliquée ces deux derniers jours, voire ces dernières semaines. Comme le Hamas a repris les lancements de fusées, Israël a répondu.* (David Axelrod, *CBS,* 28 décembre 2008)

Depuis qu'Obama a gagné les élections, il n'a cessé de prononcer des discours en tant que « président élu » en essayant d'influencer les décisions du gou-

vernement sortant de Bush, mais devant le massacre sioniste du peuple palestinien, il s'est tu avec pour argument que les États-Unis devaient parler d'une seule voix, celle de leur président. Obama a immédiatement nommé Ramh Emanuel comme chef de cabinet, ce qui a été salué par les médias israéliens. Emanuel, fils d'un membre de l'organisation sioniste terroriste Irgun, a toujours été un partisan de la guerre contre l'Irak. Pendant son voyage pré-électoral en Israël, Obama avait pratiquement donné le feu vert à ces attaques en déclarant :

> *Si quelqu'un dirigeait des fusées sur la maison où dorment mes deux filles le soir, je ferais tout ce qui serait dans mon pouvoir pour l'arrêter...* (*La Nación*, 19 décembre 2008)

Pour le porte-parole d'Obama, l'Israël n'a fait que se défendre. C'est également la position du président français, Nicolas Sarkozy. La « communauté internationale », sous la forme de l'ONU, s'est limitée à de creux appels au cesser le feu, tandis que, dans les faits, elle tolérait que se perpétue le massacre (résolution 1860 du Conseil de Sécurité, résolution du 16 janvier de l'Assemblée Générale). La présidence tournante de l'Union européenne (UE, qui regroupe 27 États d'Europe sous la domination des impérialismes européens), qu'assumait alors la République tchèque, a commencé par des déclarations de Jiri Frantisek Potusnik, porte-parole du premier ministre Mirek Topolanek, dans lesquelles il a qualifié l'attaque israélienne de *« plutôt défensive qu'offensive, il s'agit d'un franchissement de la frontière de Gaza, il n'y a pas violence, il n'y a pas de victimes, nous attendons des informations supplémentaires et y reviendrons quand nous obtiendrons des détails »* (*Clarin*, 5 janvier 2009). La déclaration a servi à donner le change à la face du monde et a été reçue par Israël comme un signal d'encouragement.

Le 6 janvier, Hosni Mubarak (Egypte) et Nicolas Sarkozy (France) ont proposé la fin des hostilités pour négocier un plan de paix visant à garantir la sécurité aux frontières (entre Gaza et l'Egypte) et la cessation... des tirs de roquettes.

Tous les gouvernements bourgeois des pays arabes, y compris l'Autorité palestinienne minoritaire du Fatah ont réprimé les manifestations de solidarité ou ont maintenu une attitude de passivité absolue.

Après 23 jours de massacre et de destruction, le 19 janvier, l'armée israélienne a commencé à se replier des villes et s'est postée aux frontières de Gaza, pendant que le gouvernement d'Israël décrétait un cessez le feu, de manière unilatérale, coïncidant avec l'entrée en fonction présidentielle d'Obama. Ultérieurement, le Hamas a annoncé un cessez le feu pour 7 jours, conditionnant l'arrêt des envois de roquettes au retrait total de l'armée sioniste de la bande de Gaza. Ainsi s'ouvrait une trêve fragile.

Parallèlement, en Égypte, un sommet auquel participaient les présidents de plusieurs puissances européennes, des gouvernements arabes et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a sollicité d'Israël le retrait de toutes ses troupes de Gaza. Cyniquement, Sarkozy, le « socialiste » Zapatero et d'autres canailles impérialistes, le gouvernement égyptien qui a maintenu fermés les postes frontaliers tandis que la population de Gaza mourait sous les bombes sionistes, et Abbas, un vrai traître à la cause palestinienne, réclamaient ensemble le repli accéléré des troupes israéliennes après plus de 20 jours de dévastation et une fois prise par Israël la décision unilatérale de cesser les bombardements.

Au cours de ce sommet, auquel n'ont pas pris part les représentants des États-Unis ni d'Israël, les gouvernements français et espagnol ont proposé à l'Égypte une couverture de navires de guerre, pour entraver l'arrivée d'armements destinés aux miliciens de Gaza, compte-tenu du refus du gouvernement égyptien de voir se déployer à sa frontière une force militaire internationale.

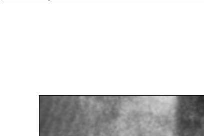
En fait, les pays impérialistes européens, en alliance avec la bourgeoisie arabe, ont permis le massacre sioniste et sont intervenus en défense de leurs propres intérêts au Proche-Orient, pour renforcer leur ingérence politique et économique dans la région. Ils essayent aussi de bloquer le réarmement de la résistance palestinienne. Cette politique a été complétée par l'offre de Mahmoud Abbas d'établir un « gouvernement d'unité nationale » à Gaza, impliquant vraisemblablement une plus grande capitulation devant Israël.

Israël est fondé sur la colonisation et sécrète inévitablement la guerre

Le « sionisme » est né au 19e siècle du nationalisme juif. Tout nationalisme utilise des fables pour se légitimer et subordonner la classe ouvrière aux autres classes (bourgeoisie ou petite bourgeoisie). Le sionisme est particulièrement mythique, il propose que tout le « peuple juif » retourne « en sa patrie » de toujours, « Zion » ou « Israël ». En réalité, pendant l'Empire romain, la diaspora commerçante prospère de religion israélite a intégré des convertis (Phéniciens, Carthaginois...) alors que, de nombreux Juifs restés dans la province de Syrie-Palestine se convertirent au paganisme et n'étaient plus considérés comme Juifs. Les conversions au christianisme se multiplièrent au temps de l'Empire byzantin, puis à la religion musulmane au temps de l'Empire ottoman, si bien que de nombreux Palestiniens contemporains ont des ancêtres juifs.

Le nationalisme a longtemps été minoritaire parmi les Juifs d'Europe, parce que ceux-ci ne souhaitaient pas leur séparation mais plutôt leur intégration au capitalisme national contemporain (« Haskala ») ou, au contraire, participaient à la lutte pour le socialisme, comme en témoigne l'action de Lassalle, Marx, Luxemburg, Zinoviev, Kun, Trotsky... au sein du mouvement ouvrier international.

Le sionisme n'a triomphé que comme sous-produit de la réaction mondiale et des trahisons de la révolution mondiale au 20e siècle. Fonder leur propre État est apparu alors à de nombreux Juifs comme





29 février 1988, Gaza, Intifada / Jim Hollander

une solution réaliste, dès lors qu'ils servaient de boucs émissaires au tsarisme, aux monarchistes, aux fascistes.

> *On peut facilement imaginer ce qui attend les Juifs à compter du déclenchement de la guerre mondiale qui s'annonce. Mais, même si la perspective de la guerre est écartée, le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination des Juifs.* (Trotsky, « Lettre à Cannon », 22 décembre 1938, *Œuvres* t. 19)

Sans être un pays impérialiste, Israël fait partie intégrante du système impérialiste mondial. La création de l'État d'Israël résulta de la combinaison du projet colonial sioniste et de la stratégie impérialiste en Asie de l'Ouest, en premier lieu celle de la Grande-Bretagne, ensuite celle des États-Unis.

> *Le sionisme s'est déjà transformé en un facteur des convulsions politiques de la Russie, comme une influence puissante concurrente des cercles bolcheviques dans le système du communisme international. Rien ne peut être plus significatif que la fureur avec laquelle Trotsky a attaqué les sionistes... sa cruelle tournure d'esprit ne lui laisse aucun doute sur le fait que ses schémas d'un État communiste mondial sous domination juive sont directement entravés et empêchés par ce nouvel idéal, qui canalise les énergies et les espoirs des Juifs du monde entier vers un idéal sioniste qui est plus simple, plus justifié et plus réaliste. La lutte qui commence maintenant entre sionistes et Juifs bolcheviks n'est rien de moins que la lutte pour l'âme du peuple juif.* (Churchill, « Sionisme contre bolchevisme », *Sunday Herald*, 8 février 1920)

Sous le prétexte de l'extermination des Juifs européens par le nazisme, les sionistes, qui n'avaient jamais préconisé la lutte contre le fascisme, ont eu recours, après la Seconde guerre mondiale, au terrorisme contre l'armée anglaise et les habitants arabes de la Palestine (s'y illustrèrent en particulier Shamir, Begin...) et ils ont conquis une grande partie de la Palestine par la violence : plus de 500 villages ont été détruits, 700 000 personnes expulsées (la « Nakba »). L'ONU a ratifié la colonisation en 1948, avec l'approbation des Etats-Unis qui avaient empêché l'entrée sur leur territoire des réfugiés juifs européens poursuivis par les nazis, de l'État français (qui avait aidé les nazis à déplacer les Juifs vers les camps de la mort) et de la bureaucratie de l'URSS (à l'origine d'une campagne antisémite qui n'a cessé qu'avec le décès de Staline).

L'État fondé par les sionistes a transformé une petite partie des Juifs du monde en oppresseurs. Il a transformé les habitants arabes de Palestine et leurs descendants en trois parties : des citoyens israéliens victimes de l'apartheid, des habitants de deux ghettos séparés par l'Israël (la minuscule Bande de Gaza et la Cisjordanie) placés sous menace militaire permanente et des exilés souvent opprimés dans des camps mal tolérés par les États bourgeois arabes voisins (où ils se sont faits massacrer à un moment ou à un autre par la bourgeoisie arabe : Liban, Jordanie, Syrie).

Depuis sa création, en 1948, l'armée israélienne a déclenché sept guerres. L'Israël est une société capitaliste connaissant de grandes inégalités, aux caractéristiques militaristes, cléricales et racistes. L'Israël est le pays du monde qui compte le plus fort budget d'armement par habitant (1 512 dollars par habitant l'année 2000, pour 1 059 aux États-Unis). Il reçoit une aide militaire colossale des Etats-Unis (comme relais contre toute menace révolutionnaire au Proche Orient) et a été doté d'armes nucléaires avec l'aide de la France (aujourd'hui, de 100 à 200 têtes nucléaires). L'Israël a construit autour des « Territoires de l'Autorité palestinienne » un mur qui confisque encore plus de terres et entrave l'économie de ces territoires. La confiscation de l'eau et la colonisation se poursuivent à Jérusalem et en Cisjordanie. Chaque année, l'armée d'occupation tue des centaines de Palestiniens, des milliers d'entre eux sont arrêtés, des centaines de milliers sont humiliés.

Toute l'expérience prouve que la coexistence de deux États hypothétiquement égaux (conformément à la résolution 1397 de l'ONU et aux accords d'Oslo) est une supercherie, puisque dans la pratique, l'un des deux (Israël) bloque l'économie et la souveraineté de l'autre (les Territoires de l'Autorité palestinienne), ronge son territoire, déplace et enlève ses ressortissants et lui impose des guerres périodiques non déclarées : en 2001, 2002, 2006 et 2008-2009. Israël a également envahi le Liban de 1996 à 2000 et à nouveau en 2006.

Netanyahou, le chef du parti Likoud qui a gagné les élections du 10 février 2009, a jugé comme une erreur le retrait israélien de Gaza, ce qui constitue une menace de reprise de l'offensive militaire. Le nouveau premier ministre exige désormais des représentants palestiniens qu'ils reconnaissent Israël comme « l'État du peuple juif » et non seulement comme un «État juif ». C'est une provocation diffi-

cile à accepter, même pour l'OLP, et c'est aussi une mystification puisque la majorité des Juifs du monde vivent ailleurs. Netanyahou presse de nouveau le président des États-Unis d'attaquer l'Iran, au lieu de parler de la création d'un État palestinien :

> *Les États-Unis et Israël partagent une histoire et une longue tradition de relations spéciales qui voient comme relevant de la responsabilité propre des États-Unis l'intervention de Washington assumant la sécurité de l'État juif. Ils ont eu et ont encore des ennemis et objectifs communs dans la région la plus turbulente de la planète. Cette alliance n'est pas en danger, par nature. Mais, dans ce cadre de coopération inévitable, Obama et Netanyahu ont été hier incapables de faire des pas concrets dans la même direction pour trouver la solution aux problèmes actuels. Quand Obama parlait des poires, Netanyahu parlait des pommes. Quand Obama disait État palestinien, Netanyahu répondait Iran. Quand Obama parlait de règles, Netanyahu parlait de terrorisme. Quand Obama parlait de la paix, Netanyahu répondait sécurité... Mais Obama, qui au fond n'a pas de désaccord, considère qu'une attaque contre l'Iran ruinerait ses visées, tandis qu'un accord touchant à la question palestinienne les renforcerait.* (*El Pais*, 25 mai 2009)

En effet, le nouveau président américain et le nouveau premier ministre israélien divergent partiellement. Les États-Unis ont maintenant moins besoin d'Israël qu'à l'époque où les nationalistes bourgeois arabes s'appuyaient sur l'URSS et où la révolution débutait en Algérie et en Palestine.

L'ancien gouvernement Olmert-Barak (Parti Travailliste) a profité des dernières semaines de l'administration Bush pour déchaîner l'opération militaire sanglante à Gaza. Le nouveau gouvernement Netanyahu-Barak (Likoud-Parti Travailliste), comme les précédents, continue la colonisation, il refuse de restituer le Golan (conquis en 1967) à la Syrie, il désigne l'Iran comme un grave danger. Il revendique en outre tout Jérusalem, il refuse d'accorder un État aux Palestiniens.

Par contre, la nouvelle administration Obama considère que cette politique nuit à la stabilité de la région, au détriment de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie... et, par conséquent, menace les intérêts à long terme de l'impérialisme américain. Les États-Unis agissent afin que la Syrie et l'Iran l'aident à stabiliser l'Irak, ce qui est contradictoire avec la politique du gouvernement israélien.

Dans les pays impérialistes, la presse bourgeoise a généralement condamné l'agression israélienne comme disproportionnée, tandis que les directions syndicales corrompues, les partis issus du stalinisme et les partis sociaux-démocrates ont soutenu leurs bourgeoisies, les accords d'Oslo et les résolutions de l'ONU. Pour cette raison, ils ont limité le niveau de leurs protestations contre la dernière agression sioniste.

La protestation internationale contre la dernière agression sioniste

La dictature Baas de la Syrie a toujours réprimé le mouvement ouvrier, a interdit l'activité des guérillas palestiniennes en Syrie et a écrasé la résistance palestinienne au Liban en juin 1976. L'Iran et la Syrie ont favorisé l'invasion de l'Irak par les États-Unis. Le gouvernement bourgeois iranien s'est limité à des manifestations et a profité de l'occasion pour durcir la répression contre ses adversaires. Si la Syrie récupère le Golan détenu par Israël depuis la guerre de 1967 et si les Etats-Unis lèvent les sanctions contre l'Iran, il est probable que les régimes bourgeois de ces deux pays deviendront moins antisionistes.

Les gouvernements latino-américains de type front populaire (Lula, Tabaré Vásquez, Bachelet) qui se posent comme « progressistes » ou « de gauche » devant les travailleurs de leurs pays respectifs, ou ceux qui ont pour origine les vieux partis d'origine nationaliste bourgeoise (Kirchner), ont aussi couvert le massacre commis par Israël. Ils n'ont pris aucune mesure effective d'appui aux Palestiniens et se sont limités à d'impuissantes lamentations de circonstances. Si Hugo Chavez, président du Venezuela, et Evo Morales, président de la Bolivie, ont expulsé les ambassadeurs israéliens de leurs pays, il s'agit d'une mesure politique sans grande conséquence sur les intérêts matériels concrets de l'État sioniste.

Ces gouvernements n'ont pas la moindre intention de toucher aux intérêts économiques sionistes en dénonçant tous les accords, politiques, économiques, militaires, etc. passés avec Israël, ni de concrétiser aucune mesure réelle d'appui aux Palestiniens : Chavez continue à vendre son pétrole à Israël et le Mercosur (qui regroupe 10 États d'Amérique du sud), maintient ses accords commerciaux avec Israël. Tant en Asie qu'en Amérique latine, l'anti-impérialisme « de façade » se limite tout au plus à des déclarations et des actions impuissantes, non à une lutte effective. La mise en question réelle du sionisme impliquerait la lutte conséquente contre l'impérialisme.

L'attaque israélienne a provoqué une vague de rejet et d'indignation partout dans le monde, en démontrant que les seuls qui sont du côté des Palestiniens, en soutenant leur résistance héroïque et leur lutte de libération nationale, ce sont les travailleurs et exploités du monde.

Des milliers de citoyens israéliens ont courageusement protesté le 3 janvier à Tel Aviv et à Sakhnin. De nombreux Palestiniens ont manifesté en Cisjordanie, des milliers de travailleurs et d'étudiants sont descendus dans les rues en Égypte, au Yémen, en Jordanie, en Irak, Syrie, au Soudan, au Liban, en Indonésie... également dans les villes les plus importantes d'Amérique du sud, d'Amérique du nord et d'Europe (comme à Vienne, Rome, Paris, Londres, Madrid, Francfort, Stockholm...) où se sont

déroulées des mobilisations conspuant l'agression sioniste. À Hong Kong, un millier de personnes a manifesté.

Mais le Hezbollah s'est limité à des manifestations au Liban et les partis d'origine ouvrière (PSOE, Die Linke, PRC, PCF et, sur le tard, le PS de France...), les coalitions (Stop the War, Answer...) et les directions syndicales (UGT, CCOO, CGT, CGIL...) qui convoquaient les manifestations, n'ont pas développé d'actions fondées sur les méthodes d'action de la classe ouvrière, comme la grève des travailleurs des usines d'armement, des ports, des aéroports, des banques, des télécommunications, qui servent à transporter les armes, les munitions, les informations, l'argent des machines de guerre sioniste. Ils se sont bien gardés de lutter pour le renversement des gouvernements complices d'Israël. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien fait pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière comme avant-garde de la lutte pour arrêter l'attaque sioniste, pour le triomphe des masses palestiniennes. Les réformistes se positionnaient comme pacifistes, soutenant l'ONU et leur propre impérialisme, poussant ainsi les jeunes arabes d'Europe et d'Amérique du Nord dans les bras des islamistes réactionnaires.

En outre, certaines bureaucraties syndicales et certains partis d'origine ouvrière, comme le Parti travailliste et le TUC en Grande-Bretagne, le SPD et le DGB en Allemagne, FO et la CFDT en France, l'AFL-CIO et Unite des États-Unis, la CGT et la CTA en Argentine, le PT et la CUT au Brésil, le PS et la CUT au Chili n'ont pas convoqué une seule manifestation.

Tandis que le peuple palestinien encaissait de brutales attaques, l'ensemble de la classe ouvrière mondiale a souffert des agressions provoquées par la crise capitaliste, avec des millions de licenciements, le chômage et même la faim, avec la complicité des bureaucraties syndicales et des partis réformistes qui trahissent les intérêts des travailleurs sur toute la ligne.

Il n'y a pas eu d'alternative parce que la 4e Internationale a été détruite au début des années 1950 par l'adaptation de sa direction au stalinisme et au nationalisme bourgeois à la rhétorique plus ou moins socialiste. Ainsi, elle a tourné son orientation vers « la réforme de l'État ouvrier déformé » (qui a remplacé l'orientation traditionnelle de la « révolution politique des bolchéviks-léninistes depuis 1933) ; elle s'est tournée vers « le front unique anti- impérialiste », un front avec la bourgeoisie nationale. Cette ligne ayant été réfutée en 1927 par l'écrasement de la révolution chinoise par le Guomindang, les bolcheviks-léninistes adoptèrent en 1933 la stratégie de la révolution permanente.

L'adaptation des révisionnistes du trotskysme au nationalisme bourgeois est sans fin. Actuellement, tandis que la plupart des épigones de la 4e Internationale des pays dominés capitulent devant la version islamique du nationalisme bourgeois (PSTU du Brésil et la LIT, MST d'Argentine, LBI du Brésil, OACL du Liban, PT d'Algérie, SWP de la Grande-Bretagne, LCR-Kaihoh du Japon), la majorité des organisations pseudo-trotskystes des pays impérialistes a ratifié de fait la colonisation sioniste (Lutte Ouvrière et le NPA en France, Socialist Appeal en Grande-Bretagne, SL aux Etats-Unis...). Les supposées « 4e Internationales » du pablisme-mandelisme et du lambertisme ont capitulé d'une manière ou d'une autre sur cette question durant les dernières décennies. En particulier, le NPA et LO ont soutenu les résolutions de l'ONU :

> *Pour ce qui nous concerne, nous sommes pour l'existence d'un État palestinien et ne sommes pas pour la destruction de l'État de l'Israël.* (*Lutte Ouvrière*, 31 janvier 2003)

> *Les grandes lignes d'un accord un tant soit peu durable sont connues : ceci impliquerait l'évacuation de la plupart des territoires occupés depuis 1967 par l'Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins...* (*Lutte de Classe*, revue de LO, février 2009)

> *La seule solution est de caractère politique : elle passe par la reconnaissance des droits des Palestiniens à disposer d'un État souverain et viable.* (LCR, *Communiqué*, 6 janvier 2009)

> *La campagne pour les élections européennes sera l'occasion particulière d'exiger des sanctions politiques, économiques, sportives, diplomatiques et culturelles contre Israël, en commençant par la suspension immédiate de l'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël, tant que ce dernier ne s'est pas conformé au droit international et aux résolutions de l'ONU.* (NPA, *Communiqué*, 18 avril 2009)

Pour le front unique ouvrier et l'unité d'action en défense des Palestiniens

Il n'y a aucune égalité entre un État qui colonise, qui bloque, qui bombarde, qui envahit et un peuple opprimé qui se défend tant bien que mal. Les révolutionnaires se prononcent pour l'appui à la lutte de libération nationale du peuple palestinien et se rangent dans leur camp. Ils sont pour la victoire militaire de la résistance palestinienne face aux forces sionistes, quelle que soit sa direction majoritaire, hier le Fatah, maintenant le Hamas, sans fournir un quelconque appui politique à ces partis bourgeois.

Aucune confiance ne peut être accordée à l'ONU qui a reconnu la colonisation depuis 1948, ni aux États-Unis (qui financent et arment Israël), ni à l'Union Européenne (dont les principaux membres arment Israël), ni à l'Égypte, au Qatar, à la Turquie... qui sont des complices d'Israël et soumis eux-mêmes aux États-Unis. Les manifestations de soutien aux Palestiniens ont été violement réprimées en Jordanie et en Égypte.

Nous appelons les travailleurs, les partis et les syndicats de la classe ouvrière, les organisations de travailleurs sans emploi, les organisations de paysans et d'étudiants, à se mobiliser contre toute nouvelle agression militaire, contre le blocus, contre toute nouvelle colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie, contre l'État sioniste.

Parce que la cause du peuple palestinien est notre cause, ainsi que celle de tous les exploités et opprimés. Parce que la politique de l'impérialisme et de son agent sioniste se fortifierait des défaites palestiniennes dans le monde entier. Parce que elles lui faciliteraient de nouvelles attaques et accentueraient la barbarie, la faim et l'exploitation : Il était indispensable de réclamer la fin des bombardements ; il est indispensable de réclamer le retrait total et définitif des troupes sionistes de Gaza, de Jérusalem et de Cisjordanie, la fin des assassinats perpétrés par les services secrets, des enlèvements de militants palestiniens et toute autre attaque contre le peuple palestinien, ainsi que la levée du blocus criminel contre Gaza.

Sur cette base, nous appelons à l'unité d'action et à la réalisation de toutes les actions nécessaires comme participations à des réunions, mobilisations, grèves, blocus et sabotages des communications, des armes, des munitions, de l'argent, destinés à l'état sioniste, etc., contre l'oppression nationale, le racisme, la colonisation et les massacres perpétrés par tous les gouvernements israéliens, manifestations et grèves générales contre les gouvernements qui soutiennent Israël.

- Retrait immédiat des troupes israéliennes de la Cisjordanie et de Jérusalem ! Fin du blocus de Gaza et de la Cisjordanie ! Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens en Israël ! Droit au retour des réfugiés !
- Aucune arme, aucune aide militaire à l'Israël ! Rupture de tous les accords militaires avec l'Israël ! Retrait des troupes impérialistes du Liban et de l'Irak ! Arrêt des menaces impérialistes contre l'Iran et la Syrie ! Front unique prolétarien et unité d'action des combattants anticoloniaux pour toutes les actions, mobilisations et grèves contre toute menace de nouvelles attaques sionistes !

La meilleure aide aux Palestiniens est de lutter pour renverser le gouvernement belliciste d'Israël et les gouvernements qui, aux Etats-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste. Mais ni l'OLP ni Hamas ne peuvent, étant donné leur nature politique, miser sur le camp du prolétariat, encore moins sur celui de la révolution mondiale.

L'impasse du nationalisme arabe, laïque et islamique

Il n'y a jamais eu d'État palestinien, ni même de sentiment national palestinien avant la colonisation sioniste. La colonisation et l'oppression des Arabes de « Palestine » par la bourgeoisie israélienne et son État ont créé un problème démocratique. De la même manière que l'antijudaïsme religieux et le racisme antijuif ont créé ensuite la « question juive », la colonisation de la Palestine et l'oppression de ses habitants d'origine ont créé une « question palestinienne ». La bourgeoisie arabe, surtout celle de la Palestine, pouvait difficilement accepter l'occupation, cependant elle a prouvé qu'elle était incapable de faire avancer la cause du combat national.


Liban, 1976, les milices chrétiennes massacrent les réfugiés /Françoise Demulder

Seule la classe ouvrière palestinienne est en condition de pouvoir résoudre ce problème historique. Mais elle a besoin pour cela de son propre parti.

Compte tenu des trahisons de la bureaucratie de l'ex-URSS, de la subordination des partis « communistes » à la bourgeoisie locale israélienne (Maki et Rakah), palestinienne (PCP) et du reste des partis staliniens d'Asie de l'Ouest à leur propre bourgeoisie, les travailleurs palestiniens n'ont jamais possédé un parti révolutionnaire et internationaliste capable de combattre sur la ligne de la dictature du prolétariat et ainsi diriger la lutte nationale, établir une alliance de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la paysannerie pauvre de l'ensemble de la région. En Palestine et en Asie de l'Ouest, la classe ouvrière a besoin de son parti, ouvert à tous ceux qui partagent le programme, quelle que soit leur langue ou leur ethnie. Il n'y a pas de substitut possible.

Les travailleurs palestiniens ont, jusqu'à présent, été conduits dans l'impasse par des organisations contrôlées par la bourgeoisie (Fatah, Hamas) ou la petite bourgeoisie (FDLP, FPLP), toutes soumises aux États voisins (l'Egypte, l'Iran, l'Irak, la Syrie, l'Arabie, le Koweït...). L'OLP, lors de sa fondation en 1959, avait d'ailleurs affirmé : « la libération de la Palestine passe par la voie de l'unité arabe ».

Pendant les années 1960, la « 4e Internationale » (Secrétariat unifié), de Mandel, Hansen et Moreno, suivant alors une ligne guerrilleriste, a refusé d'avancer la perspective de la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie sioniste et les bourgeoisies arabes ; elle a propagé le mythe d'une « révolution arabe ». Durant les années 1970, elle a capitulé devant les organisations nationalistes bourgeoises ou prostaliniennes de Palestine qui prêchaient la collaboration de classes et une « étape démocratique ». Il n'y avait, selon le SU-QI, pas besoin d'affronter la petite bourgeoisie et le stalinisme contre-révolutionnaire, puisqu'ils étaient capables (comme Castro l'avait prétendument fait à Cuba) de se transformer en marxistes.

> *L'unité nationale arabe est la tâche centrale de la révolution arabe... La radicalisation de fractions complètes du mouvement nationaliste arabe et leur évolution vers l'adoption du « marxisme »... La coordination des luttes révolutionnaires à l'échelle arabe ne suffit pas, mais doit être complétée par l'unité de programme... les organisations nationalistes petites bourgeoi-*

> *ses arabes ont déjà compris la nécessité de cette unité.* (Organisations de la région arabe du SU-QI, *La Révolution arabe*, 1975)

La LIT-QI, une branche scissionniste du SU, se révéla tout aussi opportuniste. Elle affirma que l'OLP représentait toute la nation palestinienne et qu'elle pouvait remplacer un parti ouvrier révolutionnaire :

> *Notre appel à l'OLP pour qu'elle combatte pour le socialisme se base sur le fait que nous la considérons comme une nation en gestation... Faire de l'OLP une organisation qui rompt avec la bourgeoisie, c'est-à-dire, un État palestinien qui rompt avec les bourgeoisies arabes et pratique la lutte des classes.* (Nahuel Moreno, *Polémique sur le Moyen - Orient*, septembre 1982)

C'était la reprise du camouflage de la ligne de capitulation de la bureaucratie de l'URSS (et par conséquent de la direction Staline-Boukharine de l'Internationale communiste) envers le nationalisme bourgeois chinois du Guomindang de 1923 à 1927. Le Guomindang était alors qualifié de représentant de la nation toute entière et, en conséquence, était censé incarner la lutte nationale, ce qui impliquait la subordination politique du Parti communiste chinois à Chang Kai Chek.

Or, il n'y a pas de nation palestinienne unie et encore moins de nation arabe unie. Il y a une bourgeoisie palestinienne dans les Territoires, en Asie de l'Ouest et dans les pays impérialistes. Par exemple, les 2/3 des 50 familles les plus riches de Jordanie sont d'origine palestinienne. Le Fatah ou le Hamas sont tous deux des expressions politiques de cette classe bourgeoise palestinienne qui les finance (ainsi que les États bourgeois de la région). Certes, la bourgeoisie palestinienne est hostile à la bourgeoisie israélienne, qui lui a volé largement son territoire, mais elle est plus hostile encore à la mobilisation révolutionnaire des masses et aux répercussions inévitables dans la propriété privée qu'elle impliquerait.

La petite bourgeoisie est incapable de tracer une voie distincte de celles des deux classes principales de la société capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat. Les organisations qui exprimaient le mécontentement des médecins, des ingénieurs, des professeurs, des étudiants, etc. face au Fatah, comme le FPLP et sa scission le FDLP, se sont, à chaque étape, subordonnées à la bourgeoisie palestinienne sous la pression des défuntes bureaucraties de la Chine et de l'URSS et des gouvernements dits « progressistes » de la région. Malgré leurs références au marxisme, d'ailleurs plus marquées durant les années 1970 que de nos jours, leur idéologie n'a jamais dépassé le menchevisme-stalinisme. De plus, les nationalistes « radicaux » ont toujours choisi «l'unité palestinienne » ou « l'unité arabe » contre l'unité de la classe ouvrière de la région et du monde.

Quand la Palestine est devenue un foyer révolutionnaire à la fin des années 1960, toutes les composantes de l'OLP se sont fourvoyées sur la voie de la guérilla contre l'armée sioniste, avec l'appui de la Chine, du Cuba (et de la « 4e Internationale »), aboutissant au début des années 1970 (sauf le FDLP) au détournement d'avions et même à l'assassinat de sportifs israéliens... L'OLP refusait en même temps de combattre pour le renversement révolutionnaire des régimes arabes voisins, tous partisans du capitalisme et ennemis de la classe ouvrière.

La conséquence fut que les troupes de la monarchie de la Jordanie, avec l'appui de Nasser (1970), les bandes chrétiennes fascistes du Liban (1975, 1982) et la soldatesque du régime Baas syrien (1976, 1983, 1985), ont tour à tour écrasé les combattants palestiniens et massacré les réfugiés dans les camps.

Au début des années 1970, Brejnev invita le Fatah et le FPLP à Moscou. Le Kremlin fixa les objectifs de la résistance palestinienne, à savoir le renoncement « aux actions terroristes » (la guérilla internationale), la collaboration avec les « gouvernements arabes progressistes », la séparation de la Palestine et la reconnaissance d'Israël.

L'incapacité de la bourgeoisie nationale (et de la petite bourgeoisie), la pression de la bureaucratie de l'URSS et de tous les États bourgeois arabes, les défaites sanglantes infligées par plusieurs États arabes (y compris les « gouvernements progressistes ») ont conduit les organisations nationalistes, plus ou moins laïques, à accepter la thèse « des deux États » comme une « étape intermédiaire » vers la Palestine unique. Le premier a été Nayef Hawatmeh du FDLP, l'une des deux organisations les plus liées à l'URSS et la Chine, en août 1973. Il a été suivi par Georges Habache du FPLP en mai 1974. Cette position a été officiellement adoptée par toute l'OLP en juin 1974, lors du 12e Conseil national palestinien. En échange, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu l'OLP comme observateur en son sein en 1974.

Quand les masses palestiniennes, y compris les femmes et les jeunes, se soulevèrent spontanément en décembre 1987 (« Intifada »), l'OLP, au lieu d'armer les masses et de se tourner vers les travailleurs l'Égypte et de Jordanie, s'est compromise en reconnaissant Israël. Elle y fut poussée par la bureaucratie de l'URSS, qui multipliait alors les concessions aux États-Unis :

> *Pendant une réunion au Kremlin avec Yasser Arafat, le Président de l'Organisation pour la libération de la Palestine, M. Gorbatchev a mentionné les droits d'Israël à plusieurs reprises dans les termes suivants, selon l'Agence Tass : « le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination dans la même mesure que le peuple d'Israël ».* (*The New York Times*, 11 avril 1988)

En novembre 1988, lors de la 19e CNP, l'OLP déclara l'indépendance de la Palestine, « au nom de Dieu et du peuple palestinien », et accepta la résolution 242 de l'ONU (malgré l'opposition du FPLP). Quand l'OLP refusa de condamner l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, les monarchies du Golfe cessèrent de la financer et remirent désormais leur argent - comme l'Iran- au Jihad et au Hamas. Les ressources de l'OLP passèrent brutalement de 300 millions de dollars en 1989 à 100 millions en 1992.

L'impérialisme a tiré profit des défaites successives des Palestiniens provoquées par la direction bourgeoise d'Arafat, de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine par Eltsine et Deng. Les États-Unis, les autres puissances impérialistes et le régime égyptien de Moubarak, ont exigé la reconnaissance officielle d'Israël. En 1993, en échange d'un pseudo-État, Arafat et le Fatah ont capitulé devant eux pour renoncer ensuite à la « charte palestinienne » de 1996. Le FPLP et le FDLP sont restés membres de l'OLP avec le Fatah, après cette trahison historique.

Mais Sharon accusait Arafat de refuser de condamner la lutte armée. Malgré la signature des accords d'Oslo, l'armée israélienne a envahi la Cisjordanie en mars 2002, a détruit le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah et a maintenu Arafat prisonnier jusqu'à son agonie. L'Israël a continué la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, a poursuivi l'étranglement de l'économie des « territoires » accordés à l'Autorité palestinienne et a recouru à l'assassinat des cadres de la résistance, laïques et islamistes.

Au décès d'Arafat, le Fatah et l'Autorité palestinienne sont apparus pour ce qu'ils sont, corrompus et mafieux. Ainsi s'explique la progression du Hamas (ex-Frères Musulmans), un parti de bigots, le seul parti palestinien qui ne compte aucune femme dans sa direction, ni de chrétien parmi ses membres. Un parti clairement capitaliste, comme le Fatah :

> *L'analyse économique du Hamas et de son programme national ne mettent aucunement en cause l'économie de marché (…) contrairement à la gauche palestinienne dont l'analyse est très imprégnée de socialisme.* (Hroub, *Le Hamas*, Demopolis, 2008, p. 105)

En outre, c'est un parti clérical :

> *La guerre sainte est notre guide.* (Hamas, *Mémorandum*, 1993)

> *Le Mouvement de la résistance islamique considère que la terre de la Palestine est une terre islamique pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer totalement ou partiellement, de s'en écarter totalement ou partiellement.* (Hamas, *Charte Constitutive*, 1988, article 11)

Enfin, c'est un parti raciste. Le Hamas « explique » l'histoire par un prétendu complot juif :

> *Avec leur argent, ils ont attisé des révolutions dans les différentes parties du monde pour atteindre leurs fins et récolter leurs fruits. Ils ont été derrière la Révolution française, la révolution communiste et derrière la majorité des révolutions que nous avons connue, ici et là.* (Hamas, *Charte constitutive*, 1988, art. 22)

> *Une fois qu'ils ont digéré la région qu'ils ont occupée, ils aspirent à une nouvelle expansion, et ainsi de suite. Leur plan est annoncé dans les* Protocoles des Sages de Sion, *dont le contenu est la meilleure preuve de ce que nous avançons.* (art. 28)

[Les *Protocoles des sages de Sion* est une invention de l'Okhrana, la police secrète du tsar russe, qui le fait publier en 1903 pour préparer des pogroms contre les Juifs. Ce faux sert ensuite aux fascistes allemands, à la monarchie saoudienne... Note de RS]

Le cléricalisme musulman a joué un rôle criminel et sanglant dans la partition de l'Inde en 1947. Durant les années suivantes, il a été partout une force supplétive de l'impérialisme américain contre les régimes nationalistes qui essayaient de se défaire de la pression impérialiste et de développer leur économie capitaliste : les bandes armées islamistes ont fourni des collaborateurs à la CIA en Iran en 1953, en Irak en 1958, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979.

De même, le Hamas a été pendant des années favorisé par le sionisme pour faire face à l'OLP. Quand Israël occupait Gaza durant les années soixante-dix, Sharon (le responsable du massacre des réfugiés des camps de Sabra et de Chatila) a financé la construction de mosquées pour les Frères Musulmans d'Ahmed Yassine.

> *Les autorités israéliennes, dont l'armée occupe Gaza depuis 1967, voyaient d'un bon œil l'activité de ces islamistes qui passaient une bonne partie de leur temps à résister à l'influence du Fatah et des organisations gauchistes dans les universités. En 1978, l'administration militaire a officiellement enregistré le Groupement Islamique et a y compris construit ses locaux dans le centre de la ville de Gaza. Il n'a mis aucun obstacle à l'arrivée de fonds venus de Jordanie ou du Golfe pour financer leurs institutions sociales et religieuses. Pour l'armée d'occupation, les islamistes ne constituaient pas une menace, puisqu'ils contribuaient à diviser la société palestinienne, comme l'a illustré le 7 janvier 1980 l'attaque des locaux du Croissant rouge pour essayer d'expulser son directeur, Hayder Abdel Shafi, militant clandestin du Parti communiste.* (François, « Le Hamas en Palestine », Charillon et Rougier, *Le Moyen-Orient en crise*, La Documentation française, 2006, p. 175)

L'usure du nationalisme bourgeois dans les pays dominés, la capacité du clergé à prendre la tête des masses iraniennes en 1979 pour contenir et écraser la révolution, l'effondrement de l'URSS, ont donné aux mouvements politiques islamistes une autorité croissante.

Le Hamas est toujours financé par les capitalistes des monarchies du Koweit et de l'Arabie Saoudite, deux alliés des États-Unis, des régimes oppresseurs des femmes, exploitant sans vergogne les travailleurs immigrés (entre autres, des prolétaires palestiniens) et par le régime capitaliste et clérical de l'Iran qui a soutenu l'intervention impérialiste en Irak, qui écrase ses propres minorités nationales (dont les Kurdes), qui réprime les grèves ouvrières et propage l'antisémitisme.

Si le Fatah a, officiellement, reconnu l'État d'Israël, le Hamas en a fait autant, mais officieusement :

Le Hamas accepte l'existence de l'État d'Israël, mais ne le reconnaîtra pas officiellement tant qu'un État palestinien ne sera pas établi en Cisjordanie et à Gaza, selon son dirigeant à Damas, Khaled Meshaal. Ahmed Yusuf, un conseiller de Monsieur Haniyeh, affirme que le Hamas reconnait de fait l'existence d'Israël mais ne va pas le reconnaître officiellement. « Israël est là, il est membre de l'ONU et nous ne nions pas son existence. Mais nous avons aussi des droits et une terre qui ont été usurpés et tant que ce n'est pas abordé, nous refuserons la reconnaissance ». (*The Guardian*, 10 janvier 2007)

Khaled Mashal a déclaré : « En tant que Palestinien d'aujourd'hui, je parle d'une exigence palestinienne et arabe d'un État dans les frontières de 1967. Il est vrai que, en pratique, cela entraîne qu'il y aura une entité ou un État appelé Israël sur le reste de la Palestine. C'est une réalité, mais je refuse d'en traiter en termes de reconnaissance ou d'admission. » (*The Independent*, 11 janvier 2007)

Désormais, la seule organisation qui rejette toute colonisation sioniste en Palestine est le FPLP qui figure sur la liste américaine « des organisations terroristes », avec le Hamas et le Jihad. En fait, le Hamas suit le chemin du Fatah qui a accepté, à partir de 1974, un État palestinien « dans les frontières de 1967 ». Mais ceci n'est pas suffisant pour Israël parce que le Hamas ne prononce pas pour sa reconnaissance officielle et, de plus, continue la lutte armée à son encontre.



Le Hamas est la seule organisation qui n'appartienne pas à l'OLP usée. Jusqu'à présent, il ne négocie pas avec Israël et justifie toujours la lutte armée, qui est légitime. Grâce à cette posture et à son réseau d'organismes de charité financé par le régime clérical d'Iran et les capitalistes d'Arabie Saoudite, le Hamas a gagné en 2006 les élections pour le gouvernement de l'Autorité palestinienne. Le Hamas a triomphé avec 42,9 % des suffrages ; le Fatah, discrédité par sa collaboration avec le sionisme et par la récession économique provoquée par Israël, a obtenu 39,8 %, le FPLP 4,1 % et la coalition FDLP-PPP (ex PCP) 2,8 %.

Immédiatement, le gouvernement du Hamas a accepté « la loi fondamentale modifiée en 2003 », qui découle des accords d'Oslo. Il a alors subi la pression des États-Unis et de l'Union européenne, qui ont suspendu les crédits d'aide économique, pour affamer le pays, obtenir le désarmement du Hamas et son expulsion du gouvernement.

Le Hamas n'a jamais étendu ses attentats au principal appui impérialiste de l'Israël. Il a toujours soigné ses relations avec les États-Unis, en misant sur son argent et sur sa pression sur l'Israël :

L'administration américaine, au lieu de menacer les Palestiniens d'un boycott et de supprimer ses aides, devrait tenir ses promesses en aidant à la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. (Haniyeh, *Discours inaugural du Premier Ministre devant le Parlement palestinien*, 27 mars 2006)

Malgré tout, Bush a renforcé la garde présidentielle d'Abbas. Après 6 mois de confrontations entre les deux ailes de la bourgeoisie palestinienne, sous la pression des États bourgeois arabes, en particulier du roi Abdallah d'Arabie, le Hamas a donné en mars 2007 son accord à la formation d'un gouvernement d'union nationale avec le Fatah. Ce gouvernement Fatah-Hamas s'est immédiatement engagé à respecter les accords signés par l'OLP et l'Israël.

Voici presque deux ans, à la Mecque, les deux organisations signèrent bien un accord, qui fut de courte durée. Le Hamas, entre autres, accepta de respecter les accords signés par l'OLP, qui incluaient une acceptation d'Israël par le biais d'une solution de deux États... (*The Economist*, 14 février 2009)

Toutefois, l'Union européenne, le principal financier des Territoires, refusa de subventionner un gouvernement d'union nationale qu'Israël ne reconnaissait pas, accusant Abbas d'avoir accepté l'accord sans exiger la reconnaissance préalable d'Israël et la fin des actions armées.

En mai 2007, les affrontements internes reprirent. Au début de juin, Hamas prit le pouvoir dans la bande de Gaza (au prix de 116 morts et 550 blessés), si bien qu'Abbas rejeta le gouvernement d'unité. Désormais, coexistent deux gouvernements palestiniens : celui d'Ismaël Haniyeh (Hamas) à Gaza, celui de Salem Fayyad (Fatah) en Cisjordanie.

Le parti clérical a profité de la dernière agression israélienne pour s'en prendre aux militants du FPLP à Gaza :

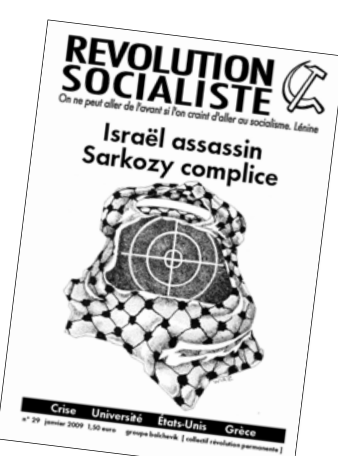
En ces moments où notre peuple fait face à la cruelle agression sioniste et aspire à l'unité des forces palestiniennes pour opposer un front uni face à l'occupation sioniste et répondre aux défis auxquels est confronté le projet d'unité nationale palestinienne, les forces de sécurité du Hamas continuent de mener des actions répressives illégales contre les citoyens palestiniens, et en particulier contre les membres du Front : enlèvements, coups violents, tirs dans les jambes, exécutions, et ceci sans un minimum de respect des procédures légales. (FPLP, *Communiqué*, 30 janvier 2009)

Malgré la valeur de leurs membres et la popularité de leur cause, toutes les organisations nationalistes palestiniennes se sont toujours révélées incapables de mobiliser les travailleurs libanais, jordaniens, syriens, égyptiens... contre l'armée sioniste et contre ses complices, les régimes arabes, pour libérer la Palestine.

La seule organisation palestinienne qui ait cherché une alliance avec les travailleurs et les étudiants juifs hostiles au colonialisme a été le FDLP, très minoritaire. Aucune autre composante de la résistance ne s'est souciée des travailleurs israéliens. L'aile islamiste du nationalisme palestinien est même antisémite. De la provocation de Sharon en 2000 jusqu'à la victoire électorale du Hamas en 2006, les milices du Hamas, du Jihad, du Fatah et du FPLP ont eu recours à des attentats suicides contre la population civile juive, au lieu d'armer la population palestinienne contre les persécutions des colons fascistes et les incursions de l'armée sioniste. Les roquettes lancées par le Hamas et par le Jihad depuis Gaza tombent sur la population civile de l'Israël (Juifs et Arabes) puisque leur objectif politique est d'exercer une pression sur le gouvernement israélien.

Dès l'officialisation de la colonisation par l'ONU, la 4e Internationale avait dénoncé les dangers que présentait le cléricalisme palestinien, représenté alors par le mufti de Jérusalem, Al-Husseini, un personnage qui s'était allié à Hitler en 1941 :

> *Le caractère criminel du sionisme apparaît clairement dans le fait que, grâce à son rôle réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante sont dirigés contre la population juive et non directement contre l'impérialisme. Les très réactionnaires chefs du Comité arabe pour la Palestine ont ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux Juifs qui sont des victimes de la politique sioniste.* (*Quatrième Internationale*, novembre 1947)



Aussi bien le Fatah d'Abbas que le Hamas de Mechaal sont incapables de s'adresser aux travailleurs juifs, ni même aux travailleurs arabes, perses, turcs et kurdes de la région, car ils sont tous deux défenseurs de la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires immobiliers. Le Fatah déclare l'unité de tous les Arabes, le Hamas y ajoute l'unité de tous les musulmans, alors que les bourgeoisies arabes et musulmanes sont subordonnées à l'impérialisme, donc réduites à l'impuissance devant l'État sioniste, qui est son expression locale.

Pour une Palestine unifiée, laïque, multiethnique, pour la révolution socialiste au Proche-Orient

Pour que les travailleurs hébreux puissent développer leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie, pour qu'ils puissent effectuer l'unité avec les travailleurs arabes d'Israël, pour qu'ils s'érigent en classe, ils doivent rompre avec le colonialisme sioniste et reconnaître les droits des Palestiniens.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Palestiniens passe par la destruction de l'État sioniste. La fin des guerres, du racisme, le droit de retour pour tous les réfugiés, l'égalité de droits pour tous ceux qui veulent vivre en Palestine, Juifs et Arabes, hommes et femmes, chrétiens, israélites, musulmans et athées, passe par l'instauration d'une Palestine laïque et multiethnique sur l'ensemble du territoire de la Palestine.

Cette Palestine ne pourra naître que sous la forme d'un État des ouvriers et des paysans, parce que la seule classe capable d'effectuer cette tâche historique est le prolétariat, parce que la seule méthode possible est celle de la révolution socialiste et la seule perspective viable pour une telle Palestine est la création de la Fédération socialiste du Proche-Orient.

C'est pourquoi il est nécessaire que les travailleuses, les travailleurs et les jeunes arabes de Palestine occupée et des « Territoires », rompent avec le Fatah et le Hamas, qui les ont trahis et les trahiront davantage, qu'ils s'emploient à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Un tel parti permettra à la classe ouvrière palestinienne de prendre la tête de la lutte nationale, d'attirer les travailleuses et les travailleurs hébreux qui rejettent le sionisme, de nouer des liens pour une Internationale ouvrière révolutionnaire, avec les travailleuses et les travailleurs d'Egypte, de Syrie, de Jordanie, de Turquie, de d'Iran, d'Irak, et aussi avec ceux de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, d'Allemagne, de France, de Grèce, d'Italie, d'Espagne..., pour ouvrir la voie à la révolution socialiste, pour paralyser l'impérialisme et l'abattre.

- Vive la résistance du peuple palestinien et sa lutte pour sa libération nationale !
- Destruction de l'État colonial sioniste !
- Pour la Palestine socialiste, ouvrière et paysanne, au sein d'une fédération socialiste du Proche-Orient !
- Pour un parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, arabe et juif, section du parti mondial de la révolution socialiste qui dirigera la révolution socialiste !
- Prolétaires de toute l'Asie de l'Ouest et de tous les pays arabes, unissez-vous !

30 juillet 2009

Colectivo Revolución Permanente en el Perú / Pérou

Groupe bolchevik / France

Kollektiv Permanente Revolution in Österreich / Autriche

Organização Pelo Partido Operário Marxista / Brésil

Partido de la Revolución Socialista / Argentine

Massacre en Guinée
À bas la dictature, dissolution de l'armée néocoloniale !

Le 28 septembre, l'armée tire sur les civils

Le 16 septembre, le chef de la junte au pouvoir en Guinée annonce sa candidature présidentielle. Le 18 septembre, une délégation de la junte est reçue à Paris par Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, et Patrick Balkany, un repris de justice et aussi un intime du président français.

Le 25 septembre, une manifestation de 20 000 personnes hostiles à la junte militaire a lieu à Labé, deuxième ville de Guinée, à l'appel du *Forum des forces vives guinéennes*. Il s'agit d'un front populaire qui regroupe tous les partis (UFC, RPG, PEDN, UFDG, PUP, MDP...), la plupart bourgeois et à bas ethnique, et les deux principales centrales syndicales (CNTG, USTG).

Le FFVG appelle aussi à un meeting dans le Stade du 28 septembre, à Conakry, la capitale, le jour de la fête nationale, pour protester contre la candidature à la présidence du capitaine Moussa Dadis Camara, le chef de la junte. La veille, la junte au pouvoir, avec le soutien des autorités religieuses musulmanes et catholiques, interdit le meeting. Le FFVG maintient son rassemblement, sans mettre en place la moindre protection.

Le matin du 28, l'armée inflige 3 morts et plusieurs blessés aux cortèges de milliers de jeunes qui se rendent su stade en criant : *« Non à Dadis ! »* et : *« À bas l'armée au pouvoir ! »*. Malgré tout, descendant des quartiers populaires de Conakry, plus de 40 000 personnes se rassemblent. Sur ordre de Dadis Camara, le dictateur de la Guinée, les « bérets rouges » du commandant Toumba Diakité, une unité spécialisée dans la répression sanglante des travailleurs, a fait feu dans le stade rempli de manifestants. Le bilan est d'au moins 157 morts et des centaines de blessés. L'armée commet des dizaines de viols, traque les manifestants jusque dans les hôpitaux, séquestre illégalement au moins 80 personnes et les torture probablement dans les sinistres camps militaires. L'armée a fait disparaître des dizaines de cadavres.

Conakry, 28 septembre 2008, Moussa Dadis Camara (à droite) / Luc Gnago



L'ONU prévoit une commission d'enquête et l'UE a décidé de sanctions symboliques contre les chefs d'une armée formée par l'armée française depuis « l'indépendance » de 1958. Cela n'empêche pas la junte de continuer à réprimer toute opposition en organisant des descentes dans les quartiers populaires ayant soutenu la manifestation, en gardant au secret des dizaines de prisonniers.

Pas grand-chose n'a changé en Guinée depuis que les militaires ont pris le pouvoir en décembre 2008, juste après la mort du dictateur Lassana Conté qui avait fait massacrer par la même armée bourgeoise les grévistes en janvier et février 2007.

Fin 2008, le capitaine Dadis a pris le pouvoir avec le soutien de l'armée et des « Forces vives »

Les partis bourgeois et les fronts populaires avec eux paralysent le prolétariat et fraient la voie aux pires dictatures. Ainsi, le FFVG a systématiquement négocié avec le putschiste Dadis Camara et son « Comité national pour la démocratie et le développement » qui avaient prétendu en décembre 2008 sauver le pays et promis de rétablir la *« démocratie »* par l'organisation d'élections. Durant toute l'année suivante, le capitaine Dadis Camara s'est présenté en sauveur du peuple et affirmé qu'il ne se présenterait pas aux élections.

L'indépendance politique n'a jamais empêché les groupes capitalistes étrangers de profiter des ressources naturelles, de continuer à exploiter la main-d'œuvre locale et à s'approprier une partie de la plus-value. Pour la France : carburants (Total), transport maritime (Bolloré...), banque (BNP, Société Générale...), télécommunications (Alcatel), travaux publics, médicaments, hôtellerie, transport aérien, assurances...

Dadis Camara a prétendu qu'il allait renégocier, au bénéfice du pays, certains contrats avec les multinationales (russes, américaines, françaises, japonaises et chinoises), notamment dans le secteur minier (bauxite, fer, or et diamants). Il n'en a rien été et le gradé a suspendu les libertés politiques et syndicales (ce qui n'a certainement pas mécontenté les investisseurs étrangers). Début septembre, après avoir reçu 8 millions d'euros d'aide de l'Union européenne (dont 2,6 millions de la France), le capitaine Dadis a annoncé sa candidature, ce qui a mis le feu aux poudres, car une grande partie de la population est exaspérée par la persistance des dictatures néo-

coloniales, par l'accroissement de la pauvreté et par le sous-développement, alors que le pays est riche de ressources agricoles et minières (dont les plus grandes réserves de minerai d'aluminium du monde).

Si elle rompt avec les « démocrates » bavards et capitulards de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, la classe ouvrière sera capable de renverser la junte et d'ouvrir un avenir au pays

Les grèves spontanées qui ont suivi le massacre ont été laissées sans consigne. Le FFVG s'en est remis à son véritable maître, l'impérialisme, cette « communauté internationale » qui a soutenu le coup d'État de l'an passé comme elle avait protégé les précédents dictateurs. Le FFVG en appelle aux massacreurs des travailleurs et des jeunes :

> *Nous enjoignons solennellement la junte militaire à revenir sur la voie de la raison et à tourner le dos à la violence. Son obstination à vouloir s'accrocher illégalement au pouvoir, malgré la volonté du peuple de Guinée, unanimement soutenu par toute la communauté internationale, est une voie sans issue, porteuse de souffrances supplémentaires et de déchirements pour notre pays.* (FFVG, *Déclaration*, 4 octobre 2009)

Pour que la répression cesse, il ne faut aucunement compter sur les « sanctions » et « enquêtes » de Sarkozy (qui vient de faire élire peu démocratiquement Ali Bongo au Gabon), Obama, Merkel ni les « médiations » de vieux dictateurs africains comme Compaoré du Burkina Faso. La solidarité prolétarienne devrait conduire les organisations ouvrières du monde entier, et surtout des puissances impérialistes comme la France, à protester contre la dictature anti-ouvrière, les massacres et la complicité de leur propre État avec la dictature sanglante.

Début 2007, la classe ouvrière avait pris la tête de la mobilisation contre le précédent dictateur, Lansana Conté, ami de l'État français, tortionnaire et meurtrier. Elle avait déclenché une grève générale qui avait embrasé tout le pays, dont les mines de bauxite. Durant plus de 20 jours, les travailleurs et les jeunes ont posé la question du pouvoir en cherchant à chasser le vieux dictateur (voir *Révolution Socialiste* n° 22).

Mais la direction du mouvement, « l'intercentrale » constituée par les directions des deux principaux syndicats du pays n'a jamais organisé la défense des manifestations et des grèves par l'armement des travailleurs et de la population. Elle a de même empêché la mise sur pied d'organes démocratiques des masses en lutte. Alors que les masses voulaient chasser le dictateur, l'intercentrale a accepté de négocier avec Conté. Au cas où celui-ci aurait été renversé malgré tout, les chefs de l'USTG et de la CNTG s'engageaient à remettre le pouvoir à la bourgeoisie, sous forme d'un « gouvernement d'union nationale ». À cause de ces trahisons, la grève générale a reflué sous la répression des militaires qui ont tué plus de 120 grévistes et manifestants, blessé des centaines d'autres.



Les masses qui cherchent à chasser la nouvelle dictature n'ont toujours pas la direction politique qu'elles méritent. Face aux massacreurs à la tête de l'État et de l'armée, les travailleurs des villes et des campagnes peuvent imposer les libertés démocratiques, paralyser les forces de répression, diviser la classe dominante, chasser la junte par la grève générale, le contrôle ouvrier et paysan, l'autodéfense, l'auto-organisation.

Les chefs syndicaux transforment les travailleurs en force d'appoint des opposants bourgeois, qui sont incapables de lutter efficacement contre la junte, sans parler de satisfaire les revendications ouvrières.

Pour empêcher de nouveaux massacres et chasser la dictature, pour garantir les libertés démocratiques et améliorer leur sort, les travailleurs des villes et des campagnes, la jeunesse sans emploi ou en formation ne doivent plus être paralysés par les partis de leurs exploiteurs. Les travailleurs doivent exiger la rupture des organisations syndicales avec le FFVG et bâtir leur propre parti, un parti ouvrier, anti-impérialiste et révolutionnaire, apte à prendre la tête des luttes de tous les opprimés et exploités et ouvrir la perspective d'un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres.

12 novembre 2009

RÉVOLUTION SOCIALISTE
organe trimestriel du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**
Site du KPR Autriche :
permanenterevolution.wordpress.com
Site du GB : **revolution-socialiste.com**

RS31.06



ISSN : 1634-4006
Directrice de la publication : ML Herblot

Afrique du sud
À bas le gouvernement de Zuma ! Rupture du COSATU et du SACP avec l'ANC ! Pour un gouvernement des seules organisations ouvrières et paysannes !

Le 23 avril 2009, le Congrès national africain (ANC) et son président présenté par les medias impérialistes comme le « candidat des pauvres », le corrompu Jacob Zuma, ont remporté les élections nationales avec 65,7 % des suffrages exprimés dans la principale économie d'Afrique. Presque 25 % des électeurs se sont abstenus. Les autres partis bourgeois ont, pour la quatrième fois consécutive, été écrasés. L'Alliance démocratique (DA) de Helen Zille, qui a incorporé le Parti national (NP) qui fut le parti d'apartheid pendant des décennies, a obtenu 16,6 % des voix. Le nouveau Congrès du Peuple (COPE) de Mosiuoa Lekota, né en 2008 d'une scission de l'ANC, n'a réuni que 7,42 % des suffrages. Ses dirigeants sont des anciens ministres de l'ANC, son programme, tout aussi bourgeois, prétend rompre avec le *« marxisme »* (sic) de l'ANC.

Aucun parti ouvrier ne s'est présenté pour tracer la voie de l'indépendance de classe, de la rupture de l'alliance scandaleuse du SACP et du COSATU avec l'ANC, d'une réponse prolétarienne aux problèmes persistants des masses noires et à la crise capitaliste mondiale. Une organisation qui se réclame du trotskysme, la WIVL, a été écartée du scrutin par la prétendue démocratie bourgeoise sud-africaine.

L'ANC a accédé au pouvoir en 1994, grâce à la lutte révolutionnaire des masses noires

En 1948, le NP instaure officiellement l'apartheid qui sépare la minorité privilégiée blanche (issue des colons néerlandais et britanniques) de la majorité noire (qui descend des peuples africains). En 1961, l'Afrique du sud proclame son indépendance. Le principal mouvement nationaliste (ANC), auquel participe le Parti communiste sud-africain (SACP), s'engage avec l'appui de l'URSS et des États bourgeois voisins dans une guérilla, au demeurant peu active. L'apartheid ne tombera pas grâce aux opérations de commando venus des pays frontaliers, mais par le soulèvement des masses noires.

En 1976, comme expression particulière de la montée de la lutte de classe mondiale, la jeunesse de la banlieue noire de Soweto se soulève. Puis les grèves se multiplient. Mais, peu à peu, l'ANC va parvenir, avec l'aide de l'appareil stalinien du SACP et des Églises chrétiennes, à prendre le contrôle des syndicats ouvriers « non enregistrés » qui naissent des luttes et à les subordonner à la « révolution par étapes » qui correspond aux aspirations de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie noires, indiennes et métisses à partager le pouvoir avec la bourgeoisie blanche.

En 1990, confronté à une situation révolutionnaire, le gouvernement NP, sur les conseils de l'impérialisme britannique et de l'impérialisme américain (qui a négocié avec la bureaucratie de l'URSS), légalise l'ANC, le SACP, le PAC (un mouvement nationaliste concurrent de l'ANC et exclusivement noir). L'ANC de Mandela, avec le soutien du SACP, de la confédération syndicale COSATU, collabore avec le NP et les Églises pour assurer une transition pacifique qui sauve le capitalisme sud-africain et maintient l'ordre bourgeois. En 1991, l'apartheid est aboli et, en 1994, pour la première fois, les Noirs peuvent voter. Parallèlement, les chefs de l'ANC, blancs et noirs, intègrent l'appareil de l'État bourgeois et les firmes capitalistes :

> *Il n'y a pas une seule grande entreprise qui ne cherche un certain nombre de cadres de l'ANC à intégrer à sa direction. Une véritable « génération Mandela » est ainsi absorbée dans les structures publiques ou privées...* (Claude Jaquin, *Une Gauche syndicale en Afrique du Sud*, L'Harmattan, 1994, p. 187)

Pour accéder au pouvoir et contenir les masses noires paupérisées qui croyaient leur heure venue, l'ANC de Nelson Mandela et Thabo Mbeki leur avait promis l'électricité et l'eau, des emplois et de meilleurs salaires, du goudron sur les routes et des transports publics dans les banlieues noires (townships), le partage des terres volées, l'accès à la santé et à l'éducation. Quasiment rien de cela n'a été fait, car il aurait fallu s'en prendre aux capitalistes et aux propriétaires terriens, alors que le véritable but de l'appareil de l'ANC était de les rejoindre. La question de la terre n'a pas été résolue :

> *Le gouvernement démocratique élu en 1994 a hérité d'un système particulièrement injuste où la minorité blanche, soit 10 % de la population, disposait de 90 % des terres arables. Et bénéficiait, en plus, d'un système de soutien de l'État qui leur ouvrait les portes des banques ainsi que d'autres types de facilités. Ces fermiers avaient un autre avantage, une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci... Plus de 15 ans après la fin de l'apartheid, on est bien loin du compte. Selon les chiffres officiels, moins de 7 % des terres ont changé de main, environ 5,5 millions d'hectares.* (*Jeune Afrique*, 12 novembre 2009)

En 15 ans, le pays a bien vu naître une petite-bourgeoisie de professions libérales et de cadres noirs (« buppies ») qui a repris les codes sociaux des blancs riches (écoles privées, résidences sécurisées...) et même une bourgeoisie noire qui a fusionné avec celle

de l'apartheid pour exploiter des millions d'ouvriers, d'employés et de paysans, majoritairement noirs, mais aussi blancs, indiens ou métis. La grande majorité de ces derniers reste dans la pauvreté, voire la misère.

> *L'Afrique du Sud se classe, avec le Brésil, parmi les États où les écarts de revenus sont les plus grands. Les inégalités restent criantes, 10 % de la population assurant 44 % des dépenses de consommation.* (*Questions Internationales,* janvier 2009)

D'autant que, après des années de croissance soutenue, l'économie manifeste des faiblesses structurelles :

> *Le pays connaît un ralentissement économique, avec une croissance inférieure à 5 % en 2008. L'industrie minière est pénalisée par les fréquentes coupures d'électricité... L'économie souffre aussi d'un manque de main-d'œuvre qualifiée... Enfin, certains secteurs, comme celui du textile, sont fragilisés par la redoutable concurrence des importations de vêtements en provenance de Chine... Le déficit de la balance commerciale a été multiplié par 7 depuis 2004.* (*Questions Internationales,* janvier 2009)

« L'alliance tripartite », la meilleure arme de la bourgeoisie

Si la bourgeoisie sud-africaine a pu surmonter la vague révolutionnaire des années 1970-1980, assurer la transition du régime de la discrimination raciale organisée à celui de la démocratie bourgeoise incluant le vote des Noirs, si les gouvernements de l'ANC ont pu défendre le capitalisme sud-africain de 1994 à 2009, si Zuma a pu bénéficier de tant de votes de travailleurs et de déclassés noirs, c'est largement grâce à l'alliance « tripartite ». Par ce front populaire, l'ANC s'est subordonné les organisations ouvrières de masse, le Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP) et la principale confédération syndicale qu'il dirige, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU, 1,8 million de membres).

> *L'évolution dite « pacifique » est une évolution où des millions d'hommes se laissent pacifiquement tondre par une dizaine de milliers des strates supérieures.* (Vladimir Lénine, *Programme agraire,* 1907, *Œuvres* t. 13, p. 231)

Le nationalisme impuissant des anciens représentants des Noirs opprimés vendus à leur bourgeoisie et le refus des directions actuelles de la classe ouvrière d'avancer vers le socialisme contribuent au pire : le maintien de la polygamie (dont Zuma en tête) et du mariage forcé des filles, la toxicomanie et la criminalité galopantes (20 000 meurtres par an; 50 000 viols par an, Zuma en a lui-même commis un en 2005), l'effroyable épidémie de sida (5 millions de séropositifs dans le pays de la première greffe du cœur), les pogroms (60 morts en 2008) contre les 3 à 5 millions d'immigrés des pays voisins, sans droits et rackettés par la police...

Grèves ouvrières, révoltes dans les ghettos et manifestation de soldats

Une fois passées les élections, les travailleurs ont repris leur résistance quotidienne aux conséquences du maintien du capitalisme et de la crise capitaliste mondiale. Le travail précaire concerne la majorité des travailleurs : il y aurait seulement 9 millions d'emplois stables (pour 28 millions des salariés au total). Les licenciements vont atteindre 1 million en 2009. Le chômage est officiellement de 23 % de la population active, mais la réalité est proche de 40 %. L'inflation atteint 8 % depuis un an. Ces conditions exécrables pèsent sur les épaules des travailleurs et de la jeunesse, avec 40 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. Le nombre de journées de grève atteint 500 000 depuis le début de l'année.

70 000 ouvriers du bâtiment ont fait grève du 8 au 15 juillet, pour une augmentation de salaire de 15 %. La plupart d'entre eux gagne l'équivalent de 2 euros de l'heure. L'une des conséquences fut l'arrêt des chantiers des stades pour la Coupe du monde de football de 2010. Les patrons ont cédé 12 % d'augmentation. Les dirigeants du syndicat COSATU ont tout fait pour mettre rapidement fin au conflit :

> *« C'est un soulagement, nous accueillons la Coupe du monde l'an prochain et nous ne pouvons pas nous permettre un retard dans la construction des stades », a déclaré Zwelenzima Vavi, l'un des responsables du syndicat.* (*AFP*, 16 juillet 2009)

Cette grève a coïncidé avec une révolte contre les conditions de vie dans les ghettos noirs : alors que la population augmente d'un million chaque année, il manque plus de 2 millions de logements. 30 % des maisons existantes n'ont pas l'électricité, seules 32 % ont accès à l'eau, les toilettes sont un luxe. Durant le mois de juillet, dans plus d'une dizaine de townships, les habitants ont manifesté violemment contre les gouvernements locaux et municipaux corrompus. La police du gouvernement ANC-SACP-COSATU a réprimé et ceux qui avaient voté pour Zuma ont pu voir à quel camp il appartient :

> *Le 12 juillet, la police a dû faire usage de balles en caoutchouc pour disperser une manifestation dans le township de Diesloop, à Johannesburg. Puis ce fut le tour de celui de Thokoza, mercredi 22*

et jeudi 23 juillet, et de Peyerton Ville, au Sud de Johannesburg. La protestation n'a pas épargné les provinces du Kwazulu Natal et de Mpumalanga, ainsi que le Western Cape (Sud-ouest). (*Le Monde*, 26 juillet 2009)

Le 27 juillet, a débuté une grève des 150 000 employés municipaux de tout le pays. En surcharge de travail, avec des milliers de postes vacants (jusqu'à 25 % des postes ne sont pas pourvus), les travailleurs qui assurent la collecte des ordures, les services de cantines, les administrations ou les transports publics routiers ont cessé le travail durant 5 jours. Dès le 28 juillet, la police de Jacob Zuma a tiré sur les manifestants avec des balles en caoutchouc, faisant plusieurs blessés. Voilà le vrai visage de « l'élu des pauvres ». Cela n'a pas arrêté la grève qui a arraché 13 % d'augmentation.

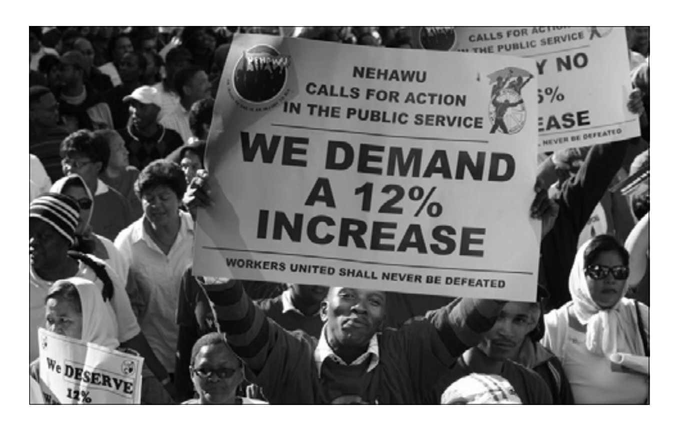
Fin août et début septembre, ce sont les 14 000 postiers qui sont entrés en grève pour augmenter leurs salaires. Le 4 septembre, la police a tiré avec des balles en caoutchouc, blessant une travailleuse au bras. Après 8 jours de lutte, les postiers ont obtenu une augmentation de 7 %.

Enfin, plus de 1 300 soldats ont été licenciés de l'armée après que 3 000 d'entre eux ont manifesté le 27 août à l'appel de leur syndicat pour exiger une augmentation de salaire de 30 %. Représentés par une organisation autonome, les soldats noirs viennent souvent des anciens groupes de guérilla de l'ANC. Sur consigne de la direction du parti nationaliste, ils avaient rejoint l'armée régulière de l'apartheid lors de la « réconciliation » qui a sauvé le capitalisme au début des années 1990. Là encore, la police a réprimé violemment les manifestants.

Le président se permet de condamner les grèves à la tribune du congrès syndical

Lors du 10e congrès du COSATU, tenu entre les 21 et 24 septembre, Zuma, invité au titre de l'alliance tripartite ANC-COSATU-SACP, a annoncé clairement que le gouvernement ne tolérera pas les revendications et les actions ouvrières :

De violentes grèves violent le droit d'association des autres et portent atteinte à la cause des travailleurs. Nous avons aussi traversé une période de protestations liées à la prestation de services ou à des conflits d'attributions dans certaines de nos collectivités. Nous reconnaissons les difficultés liées à la prestation de services dans diverses collectivités. Cependant, l'anarchie qui a accompagné quelques-unes des actions de masse est inacceptable. (Jacob Zuma, *Discours d'ouverture du président de l'ANC au 10e congrès du COSATU*, 21 septembre 2009)



Quant aux mouvements de soldats, Zuma entend mettre fin à l'exception sud-africaine et disposer de forces de répression stables au service de la bourgeoisie.

Camarades, le Comité exécutif national de l'ANC a longuement délibéré sur la question de la syndicalisation des militaires au cours du week-end, y compris à propos de la regrettable manifestation récente devant les sièges du syndicat. Nous avons noté que la Loi relative aux relations du travail prévoit une exception pour les soldats et les travailleurs des services de renseignements à l'égard de la syndicalisation. Nous avons pris position en faveur de la désyndicalisation des militaires. Nous croyons fermement que c'est une question de sécurité nationale. (Jacob Zuma, *Discours*, 21 septembre 2009)

Voici les réponses du gouvernement bourgeois aux revendications des masses, frappées par la crise du capitalisme. L'ANC, depuis 15 ans au pouvoir, représente la classe capitaliste et garantit l'exploitation et les inégalités sociales qui en découlent. Plus que jamais, le principal parti bourgeois utilise le prestige hérité de son opposition à l'apartheid, quand l'ANC était une organisation multiraciale persécutée, et l'aide précieuse du COSATU et du SACP, pour tenter d'interdire aux masses de poser la question de leur propre pouvoir, d'un pouvoir ouvrier expropriant les capitalistes. Sans la collaboration des directions des organisations ouvrières de masse, qu'elles justifient par la « révolution par étapes » (maintenant la démocratie, plus tard, beaucoup plus tard, le socialisme), le pouvoir serait confronté directement à la classe ouvrière. C'est la raison, d'une part, des discours menaçants du représentant de la bourgeoisie aux travailleuses et aux travailleurs par l'intermédiaire du congrès COSATU et, d'autre part, de la place grandissante des caciques du syndicat et du parti réformiste dans le gouvernement.

La direction syndicale et le Parti « communiste » s'intègrent davantage au pouvoir bourgeois

Lors du congrès de l'ANC de 2007, Zuma a emporté la majorité des votes contre Mbeki, l'ancien président. Alors que rien ne distinguait les deux candidats, la direction du COSATU et de l'ancien parti stalinien SACP avaient choisi Zuma. En retour, Zuma associe plus que jamais la direction COSATU et le SACP au gouvernement et aux prébendes qui en découlent. Le ministre du développement économique, Ebrahim Patel, est un dirigeant du COSATU et même le secrétaire général de son syndicat des travailleurs du textile (SACTWU, 150 000 membres). Le ministre du travail, Membathisi Mdladlana, est l'ancien président du syndicat des enseignants du

COSATU. La ministre des mines est une ancienne dirigeante du syndicat des transports du COSATU. Le nouveau ministre de l'éducation est Blade Nzimande, le secrétaire général du SACP. Le ministre du commerce et de l'industrie, Rob Davies, est membre de la direction du SACP, comme celui des arts et de la culture, Paul Mashatile, et le vice-ministre des transports, Jeremy Cronin, dirigeant du SACP.

À côté de ces ministres « syndicalistes » et « communistes », Zuma a nommé ministre du logement un capitaliste milliardaire de l'ANC, Tokyo Sexwale, qui a bâti sa fortune dans les mines, le pétrole et l'immobilier... Le vice-ministre de l'agriculture (donc au partage des terres) est Pieter Mulder du Front des libertés, un parti fascisant, défenseur des grands propriétaires terriens blancs.

Le programme du gouvernement a été fixé par Zuma le 4 juin 2009 au parlement. Le nouveau président a renouvelé les promesses mensongères de Mandela et Mbeki, tout en faisant l'éloge de la *« démocratie »*, celle qui, si elle ne change rien au sort des masses, permet à l'ANC de rester au pouvoir et à une infime minorité de Noirs de devenir capitalistes. Dévoilant involontairement la nature de la démocratie bourgeoise, il s'est engagé à constituer une véritable armée professionnelle, capable de s'en prendre aux masses en cas de révolution et aux peuples de la région (Zimbabwe notamment), pour garantir la vocation impérialiste de l'Afrique du Sud dans le continent.

Pour une révolution dirigée par le prolétariat

Tout mouvement significatif des travailleurs, toute revendication sérieuse, se heurtent au gouvernement tripartite. On ne peut être du côté de la classe capitaliste, dans le gouvernement à son service et prétendre servir les exploités et les opprimés : Rupture du COSATU et du SACP avec Zuma, l'ANC et le gouvernement bourgeois ! Front unique de toutes les organisations de travailleurs salariés, de paysans pauvres et d'étudiants contre les patrons et l'État bourgeois ! Gouvernement ouvrier et paysan !

Pour se défendre efficacement, pour unir leurs rangs et aussi empêcher les trahisons par les bureaucrates syndicaux, les travailleurs de toutes les couleurs de peau, qu'ils soient nationaux ou immigrés, ont besoin d'organiser leur lutte en élisant des comités de grève élus et révocables et en les centralisant. De tels organismes seront à même de contrôler ceux qui parlent en leur nom et constitueront une alternative au gouvernement bourgeois.

Sur cette base, l'échelle mobile des salaires contre l'inflation, l'échelle mobile des heures de travail contre le chômage, le contrôle ouvrier et populaire, l'émancipation des femmes, la réforme agraire, les logements décents, l'accès aux soins et à l'éducation, etc., deviendront possibles. L'émergence et la centralisation de comités d'entreprise, d'administration, de quartier, de village, avec leurs délégués élus permettront d'organiser l'armement du peuple qui protégera contre l'armée et la police qui répriment violement les immigrés, les habitants des banlieues pauvres et les travailleurs en grève.

La lutte de classe, s'appuyant sur l'expérience d'un prolétariat qui a mis à bas l'apartheid, sera en mesure de contrer et de diviser les forces de répression, posera la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs des villes et des campagnes. Pour que ce pouvoir voie le jour, pour que les travailleurs ne soient plus trahis par les chefs réformistes du SACP et du COSATU, la classe ouvrière d'Afrique du Sud a besoin d'un parti ouvrier multiethnique, révolutionnaire, internationaliste, du parti de la révolution permanente.

> *Pour les pays à développement bourgeois retardataire, la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.* (Lev Trotsky, *La Révolution permanente*, 1930, Minuit, p. 124)

Avec un tel parti, la révolution socialiste dispersera la police et l'armée bourgeoises, établira le pouvoir des travailleurs, expropriera les grands capitalistes noirs et blancs, nationaux et étrangers, ouvrira la perspective de la fédération socialiste d'Afrique à un continent condamné au sous-développement par la domination impérialiste et la veulerie de ses propres bourgeoisies.

Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr NOM .... Prénom.....................................

Adresse..

Code postal.................. Localité..................................... Pays...............................

Adresse électronique ....@...................



À bas la collaboration de classes !
Place à l'action unie pour les revendications ouvrières !



Reprise ? Kanaky Palestine Afrique du Sud

n° 31 novembre 2009 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Tract du CRPP diffusé à Cusco et Lima le 8 juillet

Bagua, Canchis, Andahuaylas, La Oroya, Chumbivilcas : la grève illimitée est la voie

Durant quasiment 20 ans, la dictature de Fujimori et les gouvernements de Paniagua, de Toledo et d'Alan Garcia, agents au service des impérialismes des États-Unis, du Canada, d'Europe, du Japon et d'Australie, ont livré le pays aux multinationales financières, minières, pétrolières, de télécommunications, etc. mais aussi à la rapacité de leurs larbins de la bourgeoisie péruvienne.

Dans le même temps, le mouvement ouvrier et populaire a affronté l'offensive capitaliste néolibérale, se reconstituant d'abord dans la résistance et ensuite dans les conditions de la montée des luttes de masses. Sur ce chemin, il a non seulement disloqué et défait la dictature fujimoriste mais a encore étranglé le gouvernement de Toledo. Si Toledo n'est pas tombé pour être remplacé par un gouvernement qui émanait des exploités, ce fut à cause du soutien que lui ont offert toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises jusqu'au dernier moment, en même temps que la loyauté intéressée à la pseudo-démocratie de la classe dominante dont ont fait preuve les bureaucraties réformistes, syndicales et politiques.

Depuis, trois années se sont écoulées sous le régime du pacte entre l'APRA, le Fujimorisme et Unidad Nacional, avec l'appui de l'UPP et du tolédisme. Ces années ont débuté avec les assassinats d'habitants d'Abancay et ont continué avec les massacres d'Ayacucho, de Bagua, de Cusco. Durant tout ce temps, la population travailleuse s'est mobilisée et a paralysé plusieurs fois des zones du nord, du centre, du sud ou à l'est du pays, allant plus loin que le voulaient les appareils opportunistes. Pendant ce temps-là, les directions de la CGTP, de la CUT et les organisations paysannes, ont uniquement cherché à convoquer des protestations ou des grèves d'une ou deux journées, comme si la bourgeoisie pouvait être défaite avec ces actions limitées et isolées.

Mais les dernières luttes populaires à Bagua, Canchis, Andahuayas, Yauli, Chumbivilcas démontrent que les masses apprennent et dépassent les appareils manipulateurs qui spéculent sur leurs prochaines candidatures à une cohabitation de gauche-bourgeoise (PCP-Patria Roja-Partido Nacionalista...). Les travailleurs des villes et des campagnes, les mineurs, les enseignants, les indépendants, les paysans, les Indiens se lancent dans la grève illimitée pour combattre d'égal à égal la bourgeoisie.

C'est la bonne voie, celle de la grève générale pour remplacer ce régime par un gouvernement des organisations des exploités.

- Pour l'annulation des traités de libre commerce
- Pour la fin des privatisations et des concessions
- Pour la nationalisation sans indemnité des entreprises privées, sous le contrôle de leurs travailleurs
- Pour un salaire qui couvre les besoins familiaux
- Pour la santé et l'éducation publiques, gratuites et de qualité
- Pour la suppression des entreprises de travail intérimaire
- Pour la terre aux paysans et le crédit bon marché
- Pour du gaz, de l'essence et des services publics à des prix abordables
- Pour la non-reconnaissance de la dette extérieure
- Pour la rupture avec les gouvernements impérialistes, avec le FMI, la Banque mondiale, le BID, l'OMC, l'APEC

Dehors le gouvernement, le Congrès et le Pouvoir judiciaire !

Grève générale illimitée !

Assemblée populaire nationale pour construire le pouvoir prolétarien !

Pour un parti ouvrier révolutionnaire et un gouvernement ouvrier, paysan et populaire !

Colectivo Revolución Permanente en el Perú